



Arrêt

n° 155 297 du 26 octobre 2015
dans l'affaire X / III

En cause : X

Ayant élu domicile : X

contre:

**l'Etat belge, représenté par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, chargé de la
Simplification administrative**

LE PRÉSIDENT F.F. DE LA IIIE CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 23 juin 2015, par X, qui déclare être de nationalité irakienne, tendant à la suspension et l'annulation de la décision de refus de séjour avec ordre de quitter le territoire (annexe 26quater), prise le 19 juin 2015.

Vu le titre 1er bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, dite ci-après « *la loi du 15 décembre 1980* ».

Vu le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 4 août 2015 convoquant les parties à l'audience du 10 septembre 2015.

Entendu, en son rapport, Mme M. GERGEAY, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me C. DRIESEN *loco* Me J. BAELDE, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Mme A. KABIMBI, attachée, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Faits pertinents de la cause.

Selon ses déclarations, la partie requérante est arrivée en Belgique le 17 novembre 2014.

Le 18 novembre 2014, elle a introduit une demande d'asile auprès des autorités belges.

Le 11 décembre 2014, le conseil de la partie requérante a adressé à la partie défenderesse un courrier sollicitant la prise en charge de l'examen de sa demande d'asile par les autorités belges, afin qu'elle ne soit pas transférée en Italie eu égard aux conditions problématiques de l'accueil des demandeurs d'asile dans ce pays.

La partie défenderesse a consulté la base de données européenne en matière de visas indiquant que la partie requérante a sollicité le 10 septembre 2014 un visa touristique, lequel lui a été accordé par les autorités italiennes. La partie défenderesse a ensuite sollicité auprès de celles-ci, le 16 janvier 2015, la

prise en charge de l'examen de la demande d'asile de la partie requérante sur la base de l'article 12.4 du Règlement européen 604/2013, dit règlement Dublin III.

Le 7 avril 2015, la partie défenderesse a signalé aux autorités italiennes n'avoir pas reçu de réponse de leur part à la demande précitée dans le délai imparti, de sorte qu'elles sont, en vertu de l'article 22 §7 du règlement précité, obligées de prendre la partie requérante en charge.

Le 10 avril 2015, la partie défenderesse a adressé aux autorités italiennes une demande d'information quant aux « conditions de réception de l'intéressé lors de son arrivée en Italie [...] » et plus précisément quant au « logement, accès aux soins de santé, condition de réception dans le centre d'accueil [...] »

Cette demande n'a apparemment reçu d'autre réponse qu'un accusé de réception.

Le 1^{er} mai 2015, le conseil de la partie requérante a de nouveau adressé un courrier à la partie défenderesse en vue d'une prise en charge de la partie requérante par les autorités belges.

Le 19 juin 2015, la partie défenderesse a pris à l'égard de la partie requérante, une décision de refus de séjour avec ordre de quitter le territoire, motivée comme suit :

« MOTIF DE LA DECISION :

La Belgique n'est pas responsable de l'examen de la demande d'asile, lequel incombe à l'Italie(2) en application de l'article 51/5 de la loi du 15 décembre 1980 relative à l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et l'article 19.06.2015 du Règlement (UE) 604/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013.

Considérant que l'intéressé, muni de la carte d'identité 00867150 délivré le 15 décembre 2010, a précisé être arrivé en Belgique le 17 novembre 2014;

Considérant que le 16 janvier 2015 les autorités belges ont adressé aux autorités italiennes une demande de prise en charge du candidat (notre réf. BEDUB17980442):

Considérant que les autorités italiennes n'y ont pas donné suite dans les deux mois et qu'elles ont consenti dès lors implicitement à prendre en charge le requérant en application de l'article 22.7 du Règlement 604/2013 avec la notification de cet accord tacite le 7 avril 2015;

Considérant que l'article 22.7 susmentionné stipule que : « [...] L'absence de réponse à l'expiration du délai de deux mois mentionné au paragraphe 1 et du délai d'un mois prévu au paragraphe 6 équivaut à l'acceptation de la requête et entraîne l'obligation de prendre en charge la personne concernée, y compris l'obligation d'assurer une bonne organisation de son arrivée [...] »;

Considérant que d'après le Système VIS l'intéressé s'est vu délivrer par les autorités diplomatiques italiennes un visa de type C (n° sticker ITA024622847) après en avoir sollicité l'octroi le 10 septembre 2014;

Considérant que le candidat a introduit le 18 novembre 2014 une demande d'asile en Belgique;

Considérant que le requérant, lors de son audition à l'Office des étrangers, a déclaré qu'il a quitté le 3 novembre 2014 l'Iraq par avion pour la Turquie où il a résidé du 3 novembre 2014 au 11 novembre 2014, date à laquelle il a voyagé illégalement vers la Belgique en camion, mais que ses déclarations ne sont corroborées par aucun élément de preuve;

Considérant que depuis la mise en place du système d'information sur les visas (VIS), la comparution personnelle est obligatoire pour déposer une demande de visa auprès d'un pays de l'Espace Schengen en vue d'y prélever les données biométriques du demandeur;

Considérant que l'intéressée n'a présenté aucune preuve concrète et matérielle attestant qu'il aurait pénétré dans le territoire des Etats membres signataires du Règlement 604/2013 sans le visa précité ou qu'il aurait pénétré ou quitté ce territoire depuis la péremption de celui-ci;

Considérant que le candidat a indiqué que ce n'était pas son choix de venir précisément en Belgique alors que cet argument ne peut constituer une dérogation à l'application du Règlement 604/2013;

Considérant que le requérant a en outre stipulé qu'il est tout de même arrivé en Belgique après qu'il ait entendu dire que ce pays respecte le plus les Droits de l'Homme, sans apporter la moindre précision ou développer de manière factuelle ses propos, tandis que cet argument évasif et subjectif ne peut constituer une dérogation à l'application du Règlement 604/2013 ;

Considérant que des conditions de traitement moins favorables en Italie qu'en Belgique ne constituent pas selon la Cour Européenne des Droits de l'Homme une violation de son article 3;

Considérant que l'Italie, à l'instar de la Belgique, est un pays démocratique respectueux des droits de l'Homme doté d'institutions indépendantes qui garantissent au demandeur d'asile un traitement juste et impartial et devant lesquelles l'intéressé peut faire valoir ses droits, notamment s'il estime que ceux-ci ne sont pas respectés, que ce soit par un tiers ou par les autorités elles-mêmes;

Considérant également que l'Italie est signataire de la Convention de Genève, qu'elle est partie à la Convention de Sauvegarde des droits de l'Homme et des Libertés fondamentales et que le candidat pourra, s'il le souhaite, introduire des recours devant des juridictions indépendantes;

Considérant que le requérant a aussi déclaré qu'en tant que vétérinaire il pourrait continuer à exercer son métier en Belgique, mais que cet argument d'ordre économique ne peut constituer une dérogation à l'application du Règlement 604/2013 qui concerne la détermination de l'Etat membre responsable de l'examen de la demande d'asile de l'intéressé;

Considérant que des conditions de traitement moins favorables en Italie qu'en Belgique ne constituent pas selon la Cour Européenne des Droits de l'Homme une violation de son article 3;

Considérant de plus que l'intéressé aura accès au marché du travail en Italie en tant que demandeur d'asile six mois après avoir introduit sa demande d'asile et jusqu'à la fin de la procédure d'asile (comme peut le prévoir la Directive européenne 2003/9/CE du Conseil du 27 janvier 2003 relative à des normes minimales pour l'accueil des demandeurs d'asile dans les Etats membres), et que des conditions de traitement moins favorables en Italie qu'en Belgique ne constituent pas selon la Cour Européenne des Droits de l'Homme une violation de son article 3;

Considérant de plus que si le candidat désire travailler en Belgique, celui-ci peut entreprendre les démarches nécessaires à cette procédure spécifique qui est étrangère à la procédure d'asile;

Considérant que le requérant a affirmé qu'il n'a pas de maladie;

Considérant que l'Italie dispose d'une infrastructure médicale de qualité et d'un corps médical compétent, que l'intéressé en tant que demandeur d'asile peut demander à y bénéficier des soins de santé puisque la Directive européenne 2003/9/CE du Conseil du 27 janvier 2003 relative à des normes minimales pour l'accueil des demandeurs d'asile dans les Etats membres a été intégrée dans le droit national italien de sorte que le requérant pourra jouir des modalités des conditions d'accueil prévue par cette directive en Italie, que des conditions de traitement moins favorables en Italie qu'en Belgique ne constituent pas selon la Cour Européenne des Droits de l'Homme une violation de son article 3, et qu'il ressort du rapport AIDA (pp 71 -73) que les demandeurs d'asile ont accès, en pratique, aux soins de santé en Italie, en ce compris pour le traitement des victimes de torture ou des demandeurs d'asile traumatisés.

Considérant que rien n'indique dans le dossier du candidat consulté ce jour, que celui-ci a introduit une demande d'autorisation de séjour selon les articles 9ter ou 9bis de la loi du 15 décembre 1980;

Considérant que le requérant a souligné n'avoir aucun membre de sa famille en Belgique ou dans le reste de l'Europe;

Considérant que l'Italie à l'instar de la Belgique, est signataire de la Convention de Genève, qu'elle est soumise aux directives européennes 2005/85 et 2004/83, de sorte que l'on ne peut considérer que les autorités italiennes pourraient avoir une attitude différente de celle des autres Etats membres, dont la Belgique, lors de l'examen de la demande d'asile du candidat; que l'on ne peut présager de la décision des autorités italiennes concernant cette dernière, et qu'il n'est pas établi que l'examen de cette demande d'asile par les autorités italiennes ne se fera pas avec objectivité, impartialité et compétence comme le stipule l'article 8 de la Directive 2005/85 du Conseil de l'Union européenne du 1er décembre 2005 relative à de normes minimales concernant la procédure d'octroi et du retrait du statut de réfugié dans les Etats membres;

Considérant que l'intéressé a invoqué, comme raisons relatives aux conditions d'accueil ou de traitement qui justifieraient son opposition à son transfert vers l'Etat membre responsable de l'examen de sa demande d'asile, conformément à l'article 3 §1er du Règlement Dublin, qu'en Italie il y a beaucoup de mafias, qu'il ne pourrait pas vivre là-bas, qu'il a quitté son pays d'origine à cause de la mafia, et que c'est un pays mafieux, tandis que les affirmations du candidat, qu'il généralise à l'ensemble du territoire italien, ne sont corroborées par aucun élément de preuve ou de précision circonstanciée;

Considérant également que le simple fait qu'il y ait des mafias en Italie, n'implique pas inéluctablement que sa vie y serait en danger ou y serait menacée par les mafias, que le requérant n'a mentionné aucune raison particulière qui permettrait de supposer le contraire, que donc, la crainte du requérant est subjective et non-établie, qu'il s'agit d'une supputation attendu qu'aucun élément probant et objectif ne permet d'étayer qu'en Italie il serait en danger et qu'il s'agit donc nullement d'une conséquence prévisible et certaine;

Considérant de plus que l'Italie, à l'instar de la Belgique, est à même protéger l'intéressé attendu qu'il s'agit également d'une démocratie respectueuse des droits de l'Homme dotée de forces de l'ordre et d'institutions (tribunaux...) qui veillent au respect de la loi et à la sécurité des personnes qui y résident et où il est possible de solliciter la protection des autorités italiennes en cas d'atteintes subies sur leur territoire, que le candidat aura dès lors tout le loisir de demander la protection des autorités italiennes en cas d'atteintes subies sur leur territoire et qu'il n'a pas apporté la preuve que, si jamais des atteintes devaient se produire à son égard, ce qui n'est pas établi, les autorités espagnoles ne sauraient garantir sa sécurité ou qu'elles ne pourront le protéger d'éventuelles persécutions sur leur territoire;

Considérant que le requérant a en outre affirmé qu'ils traitent mal les demandeurs d'asile en Italie et que son conseil, au sein de deux courriers datés du 11 décembre 2014 et du 1er mai 2015, sollicite d'une part que son client ne soit pas envoyé en Italie vu la situation d'accueil extrêmement problématique pour les demandeurs d'asile dans ce pays et d'autre part que la Belgique traite la demande d'asile de celui-ci, et qu'il se réfère à des rapports et à la jurisprudence récente des instances de recours belges et internationales;

Considérant qu'il ressort du rapport AIDA (annexé au dossier de l'intéressé - p 29-32) que les personnes transférées en Italie dans le cadre du règlement dit Dublin arrivent dans un des aéroports principaux d'Italie où la police des frontières leur donnera une " verbale di invito " indiquant la Questura compétente pour leur demande, que ceux-ci reçoivent de l'information de la police de l'aéroport pour contacter les autorités responsables afin de leur permettre de continuer leur procédure d'asile déjà en cours en Italie ou afin d'entamer, à nouveau le cas échéant, une procédure d'asile à leur arrivée en Italie.

Considérant que dans le cas de l'intéressé, celui-ci faisant l'objet d'une prise en charge, le rapport AIDA démontre qu'il pourra introduire une demande d'asile auprès des autorités compétentes suivant la procédure ordinaire, comme tout demandeur d'asile ;

Considérant que ce rapport (pp29 -32) établit également que les demandeurs d'asile sont accueillis dans des centres pour demandeurs d'asile tels que les centres CARAs et que si ce rapport met en évidence que les demandeur d'asile " dublinés " peuvent avoir en pratique un accès plus limité aux structures d'accueil que les autres demandeurs d'asile, il apparaît cependant, toujours selon le rapport AIDA, que cette problématique ne se pose que dans un cas d'une reprise en charge, et non d'une prise en charge comme c'est le cas en l'espèce; Considérant que le requérant n'a à aucun moment mentionné avoir subi personnellement et concrètement des traitements inhumains et dégradants de la part des autorités italiennes;

Considérant que dans son arrêt du 04/11/2014 (Tarakhel c/ Suisse), la CEDH établit qu'il n'y a pas des défaillances systématiques du système d'accueil italien. En effet, la Cour est d'avis que la situation actuelle de l'Italie ne saurait aucunement être comparée à la situation de la Grèce à l'époque de l'arrêt MSS et que même si de sérieux doutes quant aux capacités actuelles de système persistent, la structure et la situation générale du dispositif d'accueil en Italie n'est pas de la même ampleur et ne sauraient constituer en soi un obstacle à tout renvoi de demandeurs vers ce pays (§ 114 et 115).

La Cour a confirmé cette position dans une décision d'irrecevabilité du 13/01/2015 (AME c/ Pays-Bas) dans laquelle elle estime à nouveau que la situation en Italie n'est pas comparable à la situation de défaillance généralisée observable en Grèce au moment de l'affaire MSS. La Cour en déduit que la situation en Italie ne peut être un obstacle à tout renvoi de demandeurs d'asile.

Cependant, la Cour estime que la situation générale en Italie est pour le moins délicate en matière des conditions d'accueil. En effet, la Cour estime qu'il y a de sérieux doutes quant aux capacités actuelles du système d'accueil italien. Elle établit également que le seuil de gravité de l'article 3 CEDH peut être atteint lors d'un transfert dans le cadre du règlement Dublin dès lors que des doutes sérieux existent quant aux capacités d'accueil du pays responsable.

Partant de ces constats, la Cour estime, dans son arrêt du 04/11/2014, que s'il y a des doutes sérieux sur les capacités du système d'accueil du pays de renvoi ET des besoins particuliers (dans le chef des demandeurs d'asile), les Etats doivent obtenir des garanties précises et fiables avant le transfert. Plus précisément dans ledit arrêt Tarakhel c/Suisse, la Cour relève que cette exigence de garanties individuelles est exigée non pas uniquement du fait de la vulnérabilité inhérente à la qualité de demandeur d'asile mais eu égard à des facteurs aggravants tels que le fait d'être une famille avec 6 enfants mineurs. A nouveau, la Cour a confirmé cette position dans une décision d'irrecevabilité du 13/01/2015 (AME c/ Pays-Bas), décision dans laquelle la Cour reconnaît la vulnérabilité d'un demandeur d'asile mais elle estime que cette vulnérabilité n'est pas aggravée puisque le demandeur d'asile est jeune, en bonne santé et sans famille à charge. Dans cette décision, la Cour ne généralise pas l'obligation de recueillir des assurances précises de la part de l'Etat de renvoi qui ressortait de l'arrêt Tarakhel c/ Suisse. Cette obligation s'applique lorsque des facteurs aggravants la vulnérabilité sont évidents. La Jurisprudence récente du CCE établit pour sa part que, d'une part on ne peut considérer qu'il n'existe aucun problème d'accueil des demandeurs d'asile en Italie et d'autre part qu'on ne peut établir à la seule lecture des rapports récents l'existence d'un risque de violation de l'article 3 de la CEDH. Le CCE estime dès lors que l'Office des étrangers doit examiner sur base d'une lecture complète des informations en sa possession si le demandeur d'asile pourrait rencontrer des problèmes en terme d'accueil en Italie (voir arrêt CCE du 30/01/2015 n° 137.196). A plusieurs reprises, le CCE estime que l'examen des dossiers (...) doit se faire avec une grande prudence, cela impliquant à tout le moins " un examen complet, rigoureux et actualisé des informations sur lesquelles elle (NDLR : l'Office des étrangers) se fonde pour prendre ses décisions ". Cette position a été confirmée par le CCE notamment dans les arrêts n° 167.688 du 20/02/2015, n° 167.689 du 22/02/2015 et n° 167.838 du 25/02/2015.

Considérant que le CCE exige de l'Office des étrangers de réaliser un examen complet, rigoureux et actualisé des informations sur lesquelles l'Office des étrangers se fonde pour prendre ses décisions.

Considérant que les rapports et autres articles en possession de l'Office des étrangers (dont une copie est dans le dossier de l'intéressé), bien qu'ils mettent en évidence certains manquements dans le système d'accueil italien ne permettent pas d'établir que la procédure d'asile et les conditions d'accueil des demandeurs d'asile en Italie ont des déficiences structurelles qui exposeraient ces derniers à un traitement inhumain ou dégradant au sens de l'art 3 de la CEDH et l'article 4 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne puisqu'ils font apparaître qu'une personne ne sera pas automatiquement et systématiquement victime de mauvais traitements ou de traitements inhumains et dégradants au sens de l'art. 3 de la CEDH, du seul fait de son statut de demandeur d'asile ou de sa possible appartenance à ce groupe vulnérable. Ainsi, des sources récentes, qui étudient l'accueil en Italie et les conditions d'accueil des demandeurs d'asile donnent, en effet, l'image d'une situation difficile, mais montrent aussi que des mesures sont prises afin de combler certaines lacunes. A titre d'exemple, dans le rapport AIDA il est noté que les autorités italiennes, en réponse à l'afflux d'immigrants, continuent à travailler à augmenter la capacité d'accueil du SPRAR-réseau d'accueil. En outre, mi-2012, une structure centrale de coordination a été mise en place pour une nouvelle augmentation progressive des centres SPRAR. L'objectif est d'orienter les demandeurs vers les centres de moindre envergure, plutôt que dans les grands centres d'accueil CARA surpeuplés ;

Considérant que l'intéressé n'a pas déclaré avoir subi un traitement inhumain et dégradant du fait des autorités italiennes;

Considérant que dans son arrêt *Tarakhel c/ Suisse*, la CEDH précise que ce n'est que s'il y a des doutes sérieux sur les capacités du système d'accueil du pays de renvoi ET des besoins particuliers (dans le chef des demandeurs d'asile) que les Etats doivent obtenir des garanties précises et fiables avant le transfert.

Considérant que la vulnérabilité de l'intéressé, inhérente à son statut de demandeur de protection internationale, n'est pas aggravée. En effet, l'intéressé est un homme, relativement jeune, en bonne santé et sans charge de famille et son avocat n'a pas établi que la vulnérabilité de son client, inhérente au statut de tout demandeur de protection internationale, était aggravée;

De même, l'analyse des divers rapports susmentionnés ci-dessus, démontre que rien n'indique, dans le cas particulier de l'intéressé qu'il n'aura pas accès à des conditions d'accueil décentes ;

Considérant que la CEDH, dans sa décision du 13/01/2015 (*AME c/ Pays-Bas*), ne généralise pas l'obligation de recueillir des assurances précises de la part de l'Etat de renvoi qui ressortait de l'arrêt *Tarakhel c/ Suisse*, que cette obligation s'applique lorsque des facteurs aggravants la vulnérabilité sont évidents et que pour le cas d'espèce, la jurisprudence récente de la CEDH n'exige pas l'obtention de garanties précises et fiables avant le transfert et qu'un transfert Dublin suite à un accord dit tacite n'est pas contraire aux obligations internationales de la Belgique.

Considérant aussi que l'Italie est signataire de la Convention de Genève, qu'elle est partie à la Convention de Sauvegarde des droits de l'Homme et des Libertés fondamentales et que l'intéressée pourra, s'il le souhaite, introduire des recours devant des juridictions indépendantes;

Considérant en outre que l'Italie est un pays démocratique respectueux des droits de l'Homme doté d'institutions indépendantes qui garantissent au demandeur d'asile un traitement juste et impartial et devant lesquelles le candidat peut faire valoir ses droits, notamment s'il estime que ceux-ci ne sont pas respectés, que ce soit par un tiers ou par les autorités elles-mêmes;

Considérant qu'il n'est pas établi que l'examen de la demande d'asile de l'intéressé par les autorités italiennes se fera sans objectivité et que cet examen entraînerait pour le requérant un préjudice grave difficilement réparable ; qu'en outre, au cas où les autorités italiennes décideraient de rapatrier l'intéressé en violation de l'article 3 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme celle-ci pourrait, tous recours épuisés, saisir la Cour européenne des droits de l'homme et lui demander, sur base de l'article 39 de son règlement intérieur, de prier lesdites autorités de surseoir à l'exécution du rapatriement jusqu'à l'issue de la procédure devant cet organe;

Pour tous ces motifs, les autorités belges estiment ne pas pouvoir faire application de l'art. 17.1 du Règlement 604/2013;»

Il s'agit de l'acte attaqué.

2. Exposé des moyens d'annulation.

La partie requérante prend trois moyens, libellés comme suit :

«

EERSTE MIDDEL

- SCHENDING VAN ARTIKEL 51/5 VAN DE VREEMDELINGENWET;
- ARTIKEL 12 (2) VERORDENING 604/2013 VAN HET EUROPEES PARLEMENT EN DE RAAD VAN JUNI 2013;
- SCHENDING VAN ARTIKEL 3, § 2 VAN DE VERORDENING (EG) NR. 343/2003 VAN DE RAAD VAN 18 FEBRUARI 2003 TOT VASTSTELLING VAN DE CRITERIA EN INSTRUMENTEN OM TE BEPALEN WELKE LIDSTAAT VERANTWOORDELIJK IS VOOR DE BEHANDELING VAN EEN ASIELVERZOEK DAT DOOR EEN ONDERDAAN VAN EEN DERDE LAND BIJ EEN VAN DE LIDSTATEN WORDT INGEDIEND;
- SCHENDING VAN HETZIJ SUBSTANTIËLE, HETZIJ OP STRAFFE VAN NIETIGHEID VOORGESCHREVEN VORMEN EN EEN OVERSCHRIJVING OF AFWENDING VAN MACHT, ONDER MEER EEN SCHENDING VAN ARTIKEL 51/5 VAN DE VREEMDELINGENWET EN ARTIKEL 15 EN 18,§7 VAN DE EUROPESE VERORDENING NR. 343/2003;
- SCHENDING VAN ARTIKEL 3 E.V.R.M.;
- SCHENDING VAN ARTIKEL 4 VAN HET HANDVEST VAN DE GRONDRECHTEN VAN DE EUROPESE UNIE;
- SCHENDING VAN DE BEGINSELEN VAN BEHOORLIJK BESTUUR, EN MEER BEPAALD VAN ZORGVULDIGHEID EN REDELIJKHEID;
- SCHENDING VAN DE MATERIËLE EN FORMELE MOTIVERINGSVERPLICHTING. 3

Aan de verzoekende partij werd op 19 juni 2015 (kennisgeving 19 juni 2015) een beslissing tot weigering van verblijf met bevel om het grondgebied te verlaten en een beslissing tot vasthouden in een bepaalde plaats (bijlage 26quater) betekend (stuk 1).

Als rechtsgrond voor de beslissing werd verwezen naar artikel 51/5 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen en artikel 12 (2) van de Dublin – III verordening.

Artikel 51/5 van de Vreemdelingenwet stelt het volgende:

“§ 1. (Zodra de vreemdeling aan de grens of in het Rijk, overeenkomstig artikel 50, 50bis, 50ter of 51, een asielaanvraag indient), gaat de Minister of zijn gemachtigde, met toepassing van (Europese regelgeving die België bindt), over tot het vaststellen van de Staat die verantwoordelijk is voor de behandeling van het asielverzoek.

(Te dien einde kan in een welbepaalde plaats worden vastgehouden voor de tijd die hiervoor strikt noodzakelijk is, zonder dat de duur van de vasthouding of de opsluiting een maand te boven mag gaan : 1° de vreemdeling die beschikt over een verblijfsvergunning of een reisdocument houdende een visum of een visumverklaring, waarvan de geldigheidsduur verstreken is, uitgereikt door een Staat die gebonden is aan Europese regelgeving betreffende het vaststellen van de Staat die verantwoordelijk is voor de behandeling van het asielverzoek, of

(...)

(Onverminderd het eerste (...) lid, onderzoekt (de Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen) de asielaanvraag die is ingediend door iemand die tijdelijke bescherming geniet en op grond daarvan gemachtigd is in het Rijk te verblijven.)

(Indien de vreemdeling binnen de vijftien dagen na verzending geen gevolg geeft aan een oproeping of een verzoek om inlichtingen, wordt hij geacht afstand gedaan te hebben van zijn asielaanvraag.)

§ 2. (Zelfs wanneer krachtens de criteria van Europese regelgeving die België bindt, België niet verplicht is het verzoek in behandeling te nemen, kan de minister of zijn gemachtigde op elk ogenblik beslissen dat België verantwoordelijk is om het verzoek te behandelen.) Het verzoek waarvan België de behandeling op zich moet nemen, of waarvoor het verantwoordelijk is, wordt behandeld overeenkomstig de bepalingen van deze wet. (...)”

De verwerende partij steunt zich bij het nemen van de bestreden beslissing op:

- het gegeven dat de verzoekende partij over een visum uitgegeven door de Italiaanse autoriteiten beschikt;
- een impliciet akkoord van Italië naar aanleiding van de vraag tot terugname die aan Italië werd gesteld op 16 januari 2015 en waarop geen antwoord kwam;
- er geen sprake is voor specifieke noden voor de verzoekende partij;
- het feit dat de asielprocedure in Italië correct verloopt en verzoeker geen bewijs zou hebben aangebracht dat hij geen opvang als asielzoeker in Italië zou kunnen krijgen. De verwerende partij stelt dat er weliswaar moeilijkheden zijn doch Italië zou maatregelen treffen;

- er geen enkele aanleiding is dat de Italiaanse autoriteiten de minimumnormen inzake de asielpprocedure en inzake de erkenning als vluchteling of als persoon die internationale bescherming behoeft niet zouden respecteren;
- er geen schending is van artikel 3 E.V.R.M. en artikel 4 van EU – handvest.

Verzoeker kan zich met deze redenering niet akkoord verklaren en meent dat er een schending van de motiveringsplicht is, alsook van art. 3 EVRM gezien de verwerende partij zich niet steunt op de meeste recente bronnen aangaande de precaire situatie van asielzoekers in Italië.

De verzoekende partij heeft van mensen in Italië gehoord dat er aan Irakezen geen enkele bescherming wordt gegeven en zij, in Italië, aan hun lot worden overgelaten.

Eveneens kan niet vergeten worden dat de verzoekende partij afkomstig is van Irak, een land dat zich op heden ontegensprekelijk in een oorlogssituatie bevindt.

Het loutere feit dat de verzoekende partij in zijn verhoor niet aanhaalde over enige gezondheidsproblemen te beschikken noch een gezin heeft met minderjarige kinderen, zoals bedoeld in het arrest Tarakhel v. Zwitserland van het EHRM, kunnen niet leiden tot de vaststelling dat de verzoekende partij niet tot een kwetsbare groep behoort waardoor hij zou moeten gelijk gesteld worden om het eender welke jonge, alleenstaande man.

De verzoekende partij wenst dan ook in dit kader een zeer recent arrest van het Europees Hof voor de Rechten van de Mens te benadrukken, met name het arrest Tarakhel tegen Zwitserland (app. no. 29217/12 – GC 4 november 2014).

In dit arrest werd Zwitserland veroordeeld wegens het repatriëren van een Afghaanse familie naar Italië en werd een schending van artikel 3 E.V.R.M. vastgesteld. Het Europees Hof voor de Rechten van de Mens eist garanties over een aangepaste opvang. Dit is echter geen formele garantie, maar wel een concrete garantie met verzekeringen over de manier waarop die opvang structuur werkt. De Belgische Staat blijft in gebreke de nodige garanties te bieden. De verwerende partij verwijst in de bestreden beslissing naar objectieve informatie, maar kan op geen enkele manier individuele garanties geven dat de verzoekende partij, bij een gedwongen terugkeer naar Italië, niet op straat zal belanden.

“ 115. Si donc la structure et la situation générale du dispositif d'accueil en Italie ne sauraient constituer en soi un obstacle à tout renvoi de demandeurs d'asile vers ce pays, les données et informations exposées ci-dessus font toutefois naître de sérieux doutes quant aux capacités actuelles du système. Il en résulte, aux yeux de la Cour, que l'on ne saurait écarter comme dénuée de fondement l'hypothèse d'un nombre significatif de demandeurs d'asile privés d'hébergement ou hébergés dans des structures surpeuplées dans des conditions de promiscuité, voire d'insalubrité ou de violence.

118. La Cour rappelle que, pour tomber sous le coup de l'interdiction contenue à l'article 3, le traitement doit présenter un minimum de gravité. L'appréciation de ce minimum est relative ; elle dépend de l'ensemble des données de la cause, notamment de la durée du traitement et de ses effets physiques et mentaux ainsi que, parfois, du sexe, de l'âge et de l'état de santé de la victime (paragraphe 94 ci-dessus). Elle rappelle également que, en tant que catégorie de la population « particulièrement défavorisée et vulnérable », les demandeurs d'asile ont besoin d'une « protection spéciale » au regard de cette disposition (M.S.S., précité, § 251).

119. Cette exigence de « protection spéciale » pour les demandeurs d'asile est d'autant plus importante lorsque les personnes concernées sont des enfants, eu égard à leurs besoins particuliers et à leur extrême vulnérabilité. Cela vaut même lorsque, comme en l'espèce, les enfants demandeurs d'asile sont accompagnés de leurs parents (Popov, précité, § 91). Les conditions d'accueil des enfants demandeurs d'asile doivent par conséquent être adaptées à leur âge, de sorte qu'elles ne puissent « engendrer pour eux une situation de stress et d'angoisse et avoir des conséquences particulièrement traumatisantes sur leur psychisme » (voir, mutatis mutandis, Popov, 5 précité, § 102), faute de quoi elles atteindraient le seuil de gravité requis pour tomber sous le coup de l'interdiction prévue à l'article 3 de la Convention.

120. En l'espèce, comme la Cour l'a constaté plus haut (paragraphe 115 ci-dessus), compte tenu de la situation actuelle du système d'accueil en Italie, et bien que cette situation ne soit pas comparable à

celle de la Grèce, que la Cour a examinée dans le cadre de l'affaire M.S.S., **l'hypothèse qu'un nombre significatif de demandeurs d'asile renvoyés vers ce pays soient privés d'hébergement ou hébergés dans des structures surpeuplées dans des conditions de promiscuité, voire d'insalubrité ou de violence, n'est pas dénuée de fondement. Il appartient dès lors aux autorités suisses de s'assurer, auprès de leurs homologues italiennes, qu'à leur arrivée en Italie les requérants seront accueillis dans des structures et dans des conditions adaptées à l'âge des enfants, et que l'unité de la cellule familiale sera préservée.**

121. La Cour note que, selon le gouvernement italien, les familles avec enfants sont considérées comme une catégorie particulièrement vulnérable et sont normalement prises en charge au sein du réseau SPRAR. Ce système leur garantirait l'hébergement, la nourriture, l'assistance sanitaire, des cours d'italien, l'orientation vers les services sociaux, des conseils juridiques, des cours de formation professionnelle, des stages d'apprentissage et une aide dans la recherche d'un logement autonome (paragraphe 86 ci-dessus). **Cela étant, dans ses observations écrites et orales, le gouvernement italien n'a pas fourni plus de précisions sur les conditions spécifiques de prise en charge des requérants.**

Il est vrai qu'à l'audience du 12 février 2014 le gouvernement suisse a indiqué que l'ODM avait été informé par les autorités italiennes qu'en cas de renvoi vers l'Italie les requérants seraient hébergés à Bologne, dans l'une des structures financées par le FER (paragraphe 75 ci-dessus). **Toutefois, en l'absence d'informations détaillées et fiables quant à la structure précise de destination, aux conditions matérielles d'hébergement et à la préservation de l'unité familiale, la Cour considère que les autorités suisses ne disposent pas d'éléments suffisants pour être assurées qu'en cas de renvoi vers l'Italie, les requérants seraient pris en charge d'une manière adaptée à l'âge des enfants.**

122. Il s'ensuit que, **si les requérants devaient être renvoyés en Italie sans que les autorités suisses aient au préalable obtenu des autorités italiennes une garantie individuelle** concernant, d'une part, une prise en charge adaptée à l'âge des enfants et, d'autre part, la préservation de l'unité familiale, il y aurait violation de l'article 3 de la Convention.

(...)

Dit, par quatorze voix contre trois, qu'il y aurait violation de l'article 3 de la Convention si les requérants devaient être renvoyés en l'Italie sans que les autorités suisses aient au préalable obtenu des autorités italiennes une garantie individuelle concernant, d'une part, une prise en charge adaptée à l'âge des enfants et, d'autre part, la préservation de l'unité familiale. »

(EHRM, Tarakhel v. Switzerland, application no. 29217/12 – GC 4 november 2014, eigen benadrukking)

Ook in de bestreden beslissing wordt louter verwezen naar algemene beweringen die normaal gesproken, in theorie zouden moeten voordoen wanneer de verzoekende partij op het Italiaans grondgebied zal toekomen. Er wordt louter naar algemene informatie verwezen waardoor er op geen enkele manier individuele garanties aan de verzoekende partij worden gegeven waaruit hij kan afleiden dat hij effectief opvang zal krijgen in Italië. Er is grote onzekerheid over het feit of hij al dan niet op straat zal belanden.

De verzoekende partij verwijst in dit kader naar een recent arrest van de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen waarbij een repatriëring in het kader van een Dublin – III Verordening naar Italië werd geschorst. De verwerende partij werd op de vingers getikt nu het door hen gevoerde onderzoek niet voldoende was.

“De Raad is dan ook van oordeel dat in casu er niet zonder meer – op grond van algemene informatie die geen uitsluitsels geeft – van kan worden uitgegaan dat verzoeker de door de Italiaanse wel voorziene opvang en bijstand zal krijgen. Mede gelet op het rigoureuze en individuele onderzoek dat had moeten worden gevoerd (EHRM 4 november 2014, Tarakhel t. Zwitserland, § 118) naar het risico dat verzoeker loopt om (opnieuw) in een situatie terecht te komen die mogelijks een schending zou uitmaken van artikel 3 van het EVRM, is de Raad van oordeel dat het gevoerde onderzoek in casu niet volstaat. Dit klemmt des te meer nu de Italiaanse autoriteiten geen teken van leven hebben gegeven naar aanleiding van het terugnameverzoek door de Belgische overheid en zij dus op dat vlak ook geen enkele garantie hebben geboden.

De verzoekende partij kan derhalve worden bijgetreden waar zij stelt dat niet afdoende rekening werd gehouden met de voorliggende elementen van het dossier in het licht van het onderzoek dat moet worden gevoerd naar het risico op een schending van artikel 3 van het EVRM. De argumenten van de verwerende partij doen daaraan geen afbreuk. Het middels is in de besproken mate ernstig."

(RvV nr. 138 525 van 13 februari 2015 in de zaak RvV 167 296/II – eigen benadrukking)
Eén en ander is meest analoog in casu !

In dezelfde zin:

*"En espèce, **en l'absence de toute réaction des autorités italiennes** quant à la prise en charge et au traitement de la demande d'asile de la partie requérante, en particulier de sa crainte de devoir se trouver sans logement et sans soutien financier au vu des multiples informations dont elle dispose, **il appartient néanmoins prima facie à la partie défenderesse d'exclure ce risque, lequel serait constitutif d'une violation de l'article 3 de la CEDH.** Le conseil rappelle qu'il a pu ainsi très récemment juger que "au vu de la situation délicate et évolutive de l'Italie, l'examen des dossiers dans lesquels un transfert vers ce pays est envisagé en application du Règlement de Dublin III doit se faire avec une grande prudence, ce qui implique à tout le moins, dans le chef de la partie défenderesse, un examen complet, rigoureux et actualisé des informations sur lesquelles elle se fonde pour prendre ses décisions" (CCE, 138 950, 22 février 2015 (affaire 167 689))."*

(CCE, n ° 139 330 van 25 februari 2015 in de zaak 167 838/IV)

Het is een vaststaand gegeven dat de situatie voor asielzoekers in Italië op heden zeker niet aan de vereiste noden voldoet. Italië wordt op heden overspoeld door een enorme toevloed aan vluchtelingen die een beter leven in Europa komen zoeken. Hierdoor kan het land niet langer gepast/adequaats voorzien in de essentiële en noodzakelijke zorgen voor asielzoekers. Daarenboven verkeert het land zich in een zeer slechte economische situatie.

Het is zowat een aan de zekerheid grenzende waarschijnlijkheid dat de verzoekende partij op straat zal belanden bij een overdracht naar Italië, ongeacht het feit dat er – officieel – speciale opvangplaatsen voor Dublin-terugkeerders zouden bestaan. Het is immers een vaststaand gegeven dat er op heden danig veel vluchtelingen zijn dat de opvangstructuren in Italië te beperkt zijn geworden voor het aantal hulpbehoevenden.

De verwerende partij stelt in de bestreden beslissing dat er op grond van de bestaande informatiebronnen er een beeld bestaat over de moeilijke situatie in Italië. Doch kan er volgens de verwerende partij niet besloten worden tot structurele tekortkomingen.

De verzoekende partij wenst in dit kader toch op enkele objectieve en betrouwbare informatiebronnen te duiden waaruit meer dan genoegzaam blijkt dat de huidige situatie meer dan louter over enkele uitzonderlijke voorvallen gaat.

Verschillende objectieve en betrouwbare bronnen bevestigen onder andere de preciaire omstandigheden waarin asielzoekers in Italië terechtkomen. Het land heeft bijvoorbeeld enorm veel moeite met het nakomen van haar internationale verplichtingen:

*"The most striking characteristic of the Italian asylum system **is the lack of support, in terms of accommodation and integration**, for the majority of those granted a permit. **The situation leaves thousands of refugees – including many considered vulnerable – without proper means for taking care of themselves.** The statements collected during the interviews for this report indicate that the lack of reception and integration opportunities is the main reason as to why an increasing number of asylum seekers and refugees choose to leave Italy for other European countries. The dramatic current events of northern Africa have caused a new wave of migrants to Italy, **making the situation even more pressing.**"*

(Norwegian Organisation for Asylum seekers (NOAS), "The Italian approach to asylum: system and core problems", april 2011; p 5, te consulteren op <http://www.noas.no/wp-content/uploads/2013/08/Italia-rapport.pdf>)

"The oft-cited preferential treatment of the Dublin II returnees is practically nonexistent: according to official reports of SPRAR, 12% of returnees in 2008 and 2009 were handed over to a SPRAR project,

while 88% were left homeless. In 2008, of a total of 1.308 Dublin II returnees, 148 were taken into a SPRAR Project. In 2009, of 2.658 returnees around 314 people were given accommodation."

("The Living Conditions of Refugees in Italy: a report by Maria Bethke & Dominik Bender", Pro Asyl, 28 februari 2011, te consulteren op http://www.proasyl.de/fileadmin/fm-am/q_PUBLIKATIONEN/2011/Italyreport_en_web_ENDVERSION.pdf)

*"The other 88 % were exposed to homelessness, if they were lucky, they were provided with a train ticket at the airport Rome Fiumicino. **None of the Dublin returnees the authors spoke to actually knew the NGO Acrifraternità (Acf) at the airport which is supposed to take care for Dublin returnees who arrive there.**"*

("Summary of the report "Zur Situation von Flüchtlingen in Italien" from Dominik Bender and Maria Bethke" Pro Asyl, 28 februari 2011 - http://www.proasyl.de/fileadmin/fm-dam/q_PUBLIKATIONEN/2011/Italienbericht_FINAL_15MAERZ2011.pdf)

*"(...) "Many refugees, particularly from Syria and Eritrea, wish to reach other EU destinations, such as Germany, The Netherlands or Sweden where they can count on the support of friends or relatives, more job opportunities and **more protective welfare systems**", noted Christopher Hein, Director of the Italian Council for Refugees.*

(...)

*The arrival of thousands of people by sea to a circumscribed geographic area, in an extremely short period, **presents Italy with a considerable humanitarian and operational challenge.** To respond to the increased arrivals of migrants and refugees, Italy has expanded the number of reception places for asylum seekers and set up temporary structures. As a result, currently 60,000 asylum seekers are currently housed in Italy. **Nevertheless, the standards of Italian reception facilities vary across the country and the structures are stretched to their limit.** Reception centres in southern Italy are hosting 55% of the asylum seekers, with those in Sicily accommodating more than 25%.*

The deficiencies in the Italian reception system, though, affects people who have already been granted a protection status more than those who have newly arrived. Refugees who cannot access the system find themselves without any support and many try to reach other EU countries in search of better living conditions and integration prospects."

(AIDA – Asylum Information Database, "ITALY Over 100,000 refugees and migrants have reached Italy by sea in 2014 – Many moved forward to other European countries", te consulteren op http://www.asylumineurope.org/files/resources/one-pager_it.pdf)

"The Italian authorities stranded refugees without food or shoes in car parks outside Rome and Milan, says the UN. Italy is struggling to deal with the 50,000 immigrants that have arrived this year and has asked the EU to help mitigate the crisis.

*The UN High Commissioner for Refugees has condemned Italy's treatment of a group of refugees who were found abandoned outside **Milan** and Rome in what the organization described as an "unacceptable" incident.*

*The refugees **"were found without shoes, disorientated, and without having been given anything to eat or drink,"** said the EU body's spokesperson Carlotta Sami told AFP. The immigrants from Mali, Guinea Bissau, Ghana, Nigeria, Senegal and Syria were transported in two busloads to Milan and Rome where they were abandoned in car parks.*

(...)

Italy has been hit by an influx of illegal immigrants since the beginning of this year, with over 50,000 illegal immigrants seeking refuge in the Mediterranean country since January. The government has been hard-pressed to deal with the situation and has called on the EU to intervene. (...)"

(RT – Robert Half, "Italy leaves hundreds of refugees stranded without food –Un", 11 juni 2014, te consulteren op <http://rt.com/news/165296-italy-abandon-refugees-un/>)

"the Italian authorities should ensure the respect of the principles set by the jurisprudence of the Strasbourg Human Rights Court and the Luxembourg Court of Justice of the European Union.. As a consequence, any transfer to Greece should be suspended and Italy should take over responsibility for examining protection requests presented in Italy. Furthermore, before the adoption of

any decision of transfer the Dublin Unit should make a precise evaluation of the situation existing in the destination Member State and apply the sovereignty clause any time there is the risk of a violation of human rights in that State;

(...)

the Italian authorities should guarantee the right of asylum seekers to reception that respects the European standards. It is necessary to create a 9

central coordination of the different actors in charge of reception and assistance, to **raise the number of accommodation places without using always emergency remedies**, to guarantee the right to reception also during the period prior to formalization of the asylum claims and to coordinate the services in order to realize an effective integration path;

the Italian authorities should improve the access to the effective remedies through an easier way to get free legal aid directly providing lawyers specialized in asylum matters;”

(Dublin II Regulation National Report, European network for technical cooperation on the application of the Dublin II Regulation, 19 december 2012, p 52, te consulteren op <http://www.refworld.org/pdfid/514054492.pdf>)

“On the one hand, adequate reception capacities, proper identification and subsequent control of the movements of the identified people, and swift and transparent processing of mixed migration flows are **requirements that need to be fully met by the Italian authorities.**

(...)

The Assembly therefore calls on the Italian authorities to implement a comprehensive series of measures to deal with mixed migratory arrivals in Italy, including:

with regard to managing the arrival of mixed migratory flows, to:

(...)

7.1.4. ensure the respect for principles and provisions of the Dublin Regulation as regards the responsibilities of the country of first arrival;

with regard to reception and detention capacities, to:

7.2.1. ensure adequate reception conditions and medical assistance in accordance with relevant human rights and humanitarian standards;

7.2.2. set up an independent monitoring body to check that conditions and standards in reception and detention facilities are in compliance with international standards;

7.2.3. reduce the eighteen-month maximum period of time allowed for the detention of foreign nationals without any legal permit to stay;

7.2.4. step up the exchange of best practices in terms of governance, and provide training courses for operating staff in the field of migration;

7.2.5. facilitate access to the reception and detention centres by international organisations and non-governmental organisations (NGOs);

7.2.6. **properly inform irregular migrants, asylum seekers and refugees of their rights and obligations. (...)**”

(Parliamentary Assembly, “The large-scale arrival of mixed migratory flows on Italian shores”, 9 juni 2014, p 3-4, te consulteren op

<http://www.assembly.coe.int/nw/xml/XRef/X2H-Xref-ViewPDF.asp?FileID=20941&lang=en>)

“**The main problem**, which has always been at the basis of the Italian weakness in the field of reception, **is the lack of places**, be them within the SPRAR system or the CARA system. This structural weakness has often pushed the Italian authorities to resort to further temporary, extemporaneous or “emergency” solutions (hotels, former schools, former military barracks, “bed & breakfasts”,...) with a very poor level of services and no coordination with the other existing systems of reception.

(...)

Overcrowded, isolated and extemporaneous measures will continue to be resorted to by the Italian authorities to host some asylum seekers. The percentage of the “lucky ones” who will find a place in the enlarged SPRAR system, compared with the “unlucky ones” who will not find a place in a SPRAR project, will largely depend on the influxes of asylum seekers over the next years and on the turnover rate within the SPRAR.”

(Asilo in Europe, "The future of the Italian reception system. Interview with the Director of the Servizio Centrale of the SPRAR system, Daniela Di Capua", 7 maart 2014, te consulteren op <http://asiloineuropa.blogspot.it/2014/03/the-future-of-italian-reception-system.html>)

"An estimated 6,000 people, many of them Syrians and Eritreans, have been rescued by Italy's navy in four days and thousands more asylum seekers keen to reach Europe have gathered in Libya, the U.N. refugee agency on Friday.

The UNHCR urged the European Union to help Italy provide more reception facilities and find "durable solutions" for asylum seekers fleeing war and persecution. (...)

(Voice of America, "UNHCR Urges EU to Help Italy With Tide of Refugees", 9 april 2014, te consulteren op <http://www.voanews.com/content/reu-italy-needs-eu-help-to-handle-tide-of-refugees/1891161.html>)

"There is lack of adequate accommodation for families and children in Italy. The larger CARA provide inadequate accommodation for asylum-seeking children. Children with an international protection status are accommodated for a limited period of time at best. Numerous families and single parents with minor children therefore live in squats or church emergency shelters. Sometimes children are accommodated separately from their parents and placed in institutional care.

(...)

In Italy, the living conditions of children in squats and emergency shelters constitute a risk to their physical and psychological safety, health and development. Italy is in breach of the right to have the best interests of the child taken into account as a primary consideration by leaving children in these situations or separating them from their parents. Further, Italy is in breach of its positive duties arising under the CRC, particularly as regards special measures for the protection of asylum-seeking and refugee children. In relation to the de facto unequal treatment of nationals regarding social assistance, positive discrimination measures are required particularly where children are affected. Finally, the placement of children in institutional care is in breach of the CRC whenever this is not necessary in the best interests of the child."

(OSAR, "Reception conditions in Italy. Report on the current situation of asylum seekers and beneficiaries of protection, in particular Dublin returnees", oktober 2013, p 61 en 63, te consulteren op <http://www.fluechtlingshilfe.ch/reception-conditions-in-italy>)

"Mare Nostrum ("Our Sea") is credited by the Italian government and NGOs on the ground with having saved countless lives. But Rome is determined that it should not continue to shoulder the burden alone. On Tuesday, Renzi told parliament: "A Europe that tells the Calabrian fisherman that he must use a certain technique to catch tuna but then turns its back when there are dead bodies in the sea cannot call itself civilised."

(...)

For those who do end up housed in one of the makeshift centres, the future is not much more certain. In the eastern port of Augusta, which has found itself playing a central role in the Mare Nostrum reception strategy not long after its local council was dissolved for mafia infiltration, a former primary school has been reopened to give basic food and shelter to some of the large numbers of unaccompanied minors who have come into port this year.

(...)

NGOs on the ground say greater coordination is desperately needed in order to facilitate swift transfers to appropriate reception structures throughout Italy. "We continue to talk of an emergency about migrants ... It's not possible to talk about an "emergency" after 20 years," says Valastro. "So we need to have a plan." There are concerns that if the ad-hoc strategy continues and worsens through the summer, the social tensions that as yet have remained mild may be exacerbated. In Librino, a neglected part of Catania where a sports hall has been used as a temporary reception centre, the authorities moved the migrants to another hall, reportedly following concern from locals. But, surveying the scene at the Palanitta – a mass of unkempt mattresses, discarded clothes and other detritus lying between two redundant goalposts – one local is still angry. "This is what we're left with," he says, declining to give his name. "This is the only place where the children of this neighbourhood can come and play sport; now look at it. OK, there are going to be these boat landings. But there should be proper places for them to go. They can't just pick a place like this and say: that one."

(The Guardian, "Europe's migrant influx: 'we need help but we don't know where from'", dd 25 juni 2014, te consulteren op <http://www.theguardian.com/world/2014/jun/25/sp-boat-migrants-risk-everything-for-a-new-life-in-europe>)

*"The system has always been characterized by a **chronic lack of places** that has brought to the creation of parallel reception systems run by the Civil Protection and established to tackle emergencies. Emergencies are the massive flows that disembarked on the Italian coasts in the last years – the most recent arrivals refer to the so-called "North Africa Emergency". According to NGOs, such inadequate and fragmented system wastes resources and provides beneficiaries with ineffective integration processes. **In such a framework the international protection seeker during the procedure for the determination of the responsible Member State is more affected from the gaps of the reception system. In fact, from the moment of the notification of the transfer decision the claimant often remains outside a reception facility without his/her actual removal is carried out.**"*

(Dublin II Regulation National Report, European network for technical cooperation on the application of the Dublin II Regulation, 19 december 2012, p 39, te consulteren op <http://www.refworld.org/pdfid/514054492.pdf>)

Ook UNHCR heeft recent, in zijn aanbevelingen aan Italië, benadrukt dat de opvangmogelijkheden in Italië volledig ontoereikend zijn.

*"As to the Receptions Directive, UNHCR encourages Italy to reform CARAs **due to the low quality of services, the prevalence of abuses and inefficiencies, as well as the complete lack of integration perspectives.** (...) Furthermore, reception centres should be considered legal residence for civic registry, thereby facilitating social inclusion. (...) Additionally, **limited reception capacities as well as a lack of political and financial programming, according to the UNHCR, further hinder access to adequate reception conditions.**"*

("UNHCR: Comments on the transposition of the Procedures and Reception Directives in Italy" dd. 5 februari 2015, United Nations, te consulteren in ELENA Weekly Legal Update, 27 maart 2015, te consulteren op https://www.unhcr.it/sites/53a161110b80eeaac7000002/assets/54e7099c0b80ee68150053c8/Nota_UN_HCR_sul_recepimento_delle_Direttive_2013.32.UE_e_2013.33.UE.pdf?utm_source=Weekly+Legal+Update&utm_campaign=256d072943-WLU_27_03_2015&utm_medium=email&utm_term=0_7176f0fc3d-256d072943-419586937) 12

En ook in de laatste update van het "Country Report: Italy" van AIDA, Asylum Information Database, blijft de bezorgdheid over de slechte omstandigheden in de vele opvangcentra bestaan.

*"In general, concerns have been raised about the high variability in the standards of reception centres in practice, which may manifest itself in, for example: **overcrowding and limitations in the space available for assistance, legal advice and socialisation; physical inadequacy of the facilities and their remoteness from the community; or difficulties in accessing appropriate information.** (...) **The issue of inadequate living conditions of asylum seekers in Italy has gained increasing attention from other EU Member States, due to the rising number of appeals filed by asylum seekers against their transfer to Italy on the basis of the Dublin Regulation. As emphasized by the Commissioner for Human Rights of the Council of Europe in its report on Italy, "a number of judgements by different administrative courts in Germany have suspended such transfers, owing notably to the risk of homelessness and a life below minimum subsistence standards (...)** Concerns have been raised also about **the shortage of staff working in the reception centres as well as the lack of adequate training, which affect the quality and standards of reception centres.** (...) With regard to the emergency reception facilities established on the basis of the increased number of arrivals by sea, **at this stage there is no information available on reception conditions in such centres.**"*

("Country Report: Italy", Asylum Information Database, januari 2015, te consulteren op http://www.asylumineurope.org/reports/country/italy?utm_source=Weekly+Legal+Update&utm_campaign=256d072943-WLU_27_03_2015&utm_medium=email&utm_term=0_7176f0fc3d-256d072943-419586937)

In dit laatste rapport wordt ook de situatie voor de "Dublin-terugkeerders" nader toegelicht. Waar de verwerende partij in de bestreden beslissing nog stelt dat in het kader van de Dublin-procedures extra

opvangcapaciteit in het leven werd geroepen, volgens verwerende partij wel dertien, blijkt uit het door de verzoekende partij geciteerde rapport dat het er in de praktijk toch minder rooskleurig aan toegaat.

*"Dublin returnees may have, in practice, **more limited access to reception facilities than other asylum-seekers, mainly due to the fact that the asylum procedure of a number of those transferred to Italy has already been concluded.** Therefore, they are no longer considered asylum-seekers and they should lose, by law, their right to be accommodated in CARA structure. For the beneficiaries of international protection or of humanitarian status, the possibility to be accommodated in SPRAR centres exists, but the number of places is limited. In addition, if these persons have already been accommodated in one of these centres they cannot be housed there again. (...)*

Once the asylum seekers arrive at the airport (Milan, Rome, Bari, Venice and Bologna) they are assisted by a specific NGO and referred to the reception centre, on the basis of the individual situation (vulnerable or 'ordinary' categories). Nevertheless, the problem remains that the capacity within reception centres is not sufficient and the projects are limited in terms of timeframe. Generally speaking these projects have a one-year duration."

("Country Report: Italy", Asylum Information Database, januari 2015, te consulteren op http://www.asylumineurope.org/reports/country/italy?utm_source=Weekly+Legal+Update&utm_campaign=256d072943-13 WLU_27_03_2015&utm_medium=email&utm_term=0_7176f0fc3d-256d072943-419586937)

Ten overvloede wijst de verzoekende partij op een recent artikel dat verscheen nadat in het kader van een Europese missie enkele vluchtelingenkampen in Italië werden bezocht. Ook hieruit volgt de schrijnende toestand voor de asielzoekers.

*« Les visites ont clairement montré que les défis auxquels nous faisons face sont grands, **et que la législation européenne n'est pas toujours respectée.** La situation des mineurs non accompagnés est particulièrement inquiétante. **La situation de l'accueil des demandeurs d'asile en Italie est clairement une conséquence de l'échec des politiques et règlements européens, et impose aux décideurs politiques d'assumer leurs responsabilités.** Nous devons admettre l'échec et les conséquences inacceptables du règlement Dublin, et démanteler les frontières de l'UE afin de rendre disponibles les ressources nécessaires à l'amélioration des procédures d'accueil des demandeurs d'asile et de garantir le respect des droits de ces personnes. (...) Cela démontre clairement **le manque de transparence quant aux responsabilités concernant les structures temporaires, qui semblent être hors des « procédures normales ».** [...] Les mineurs non accompagnés (MNA) ont dit **n'avoir vu ni avocat ni association depuis leur arrivée.** Une personne est venue expliquer les procédures prévues pour les MNA, mais sans donner son nom ni le moindre contact, et les MNA n'ont pas su dire de qui il s'agissait."*

("Italie [Fr, It, En] Compte – rendu des visites au stade Palespedinie (Catane) et aux CIE – CARA de Caltanissetta", Mirgreurop, 20 maart 2015, te consulteren op <http://closethecamp.org/2015/03/20/italie-fr-it-en-compte-rendu-des-visites-au-stade-palespedini-catane-et-au-cie-cara-de-caltanissetta/>)

Daarnaast kan verwezen worden naar een arrest van de Nederlandse Raad van State, afdeling bestuursrechtspraak van 5 juni 2014 nr. 20143712/2/V2. In dit arrest werd de Dublin overdracht naar Italië van een alleenstaande asielzoeker opgeschort nadat hij gewezen had op de structurele tekortkomingen waaraan het Italiaanse systeem leidt.

Er dient ook stil te staan bij de praktijk die vandaag de dag in Denemarken wordt gehanteerd. In het licht van enkele lopende Deense asielprocedures stelde een Deense ambtenaar, Jonas Bering Lissberg, een vraag aan het Europees Hof voor de Rechten van de Mens.

Hij vroeg of het Hof, in afwachting van een uitspraak in de zaak Tarakhel t. Zwitserland, haar standpunt met betrekking tot de uitwijzing naar Italië in het kader van de Dublin verordening duidelijk kon maken. Het antwoord hierop was het volgende:

"In reply, I can inform you that pending the decision of the Grand Chamber in Tarakhel v. Switzerland, 29217/12, it may be envisaged that, depending on the circumstances of the individual case, interim measures may be applied in respect of persons or families in a similar situation to the applicants in the Grand Chamber Case."

Intussen werd door het Europese Hof voor de Rechten van de Mens in de zaak Tarakhel een uitspraak gevelde, zoals hierboven reeds werd vermeld. Het standpunt van het Hof is duidelijk. In dit arrest werd Zwitserland veroordeeld wegens het repatriëren van een Afghaanse familie naar Italië en werd een schending van artikel 3 E.V.R.M. vastgesteld. Het Europees Hof voor de Rechten van de Mens eist garanties over een aangepaste opvang. Dit is echter geen formele garantie, maar wel een concrete garantie met verzekeringen over de manier waarop die opvang structuur werkt. De Belgische Staat blijft in gebreke de nodige garanties te bieden (E.H.R.M., G. C., Tarakhel v. Switzerland, 4 november 2014).

Ongeacht het feit dat de bestreden beslissing een lijvige uiteenzetting van argumenten bevat, is de motivering op zich niet voldoende om te stellen dat er met alle elementen eigen aan het dossier rekening werden gehouden, zijnde zijn persoonlijke situatie maar ook de argumenten uiteengezet in de motivatie door de raadsman van de verzoekende partij dd. 1 mei 2015 (stuk 3).

Reeds in het verleden werd door de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen een zelfde soort beslissing als de bestreden beslissing via een procedure in uiterst dringende noodzakelijkheid geschorst omwille van het niet voorhanden zijn van een nauwkeurig onderzoek door de verwerende partij:

*“Gelet op het rigoureuze en individuele onderzoek dat had moeten worden gevoerd naar het risico dat verzoeker loopt om (opnieuw) in een situatie terecht te komen die mogelijk een schending zou uitmaken van artikel 3 van het EVRM, is de Raad van oordeel dat **het gevoerde onderzoek in casu niet volstaat.**”*

*2.3.2.5. verzoeker kan derhalve worden bijgetreden waar hij stelt dat niet afdoende rekening werd gehouden met de voorliggende elementen van het dossier in het licht van het onderzoek dat moet worden gevoerd naar het risico op een schending van artikel 3 van het EVRM. **De argumenten van de verwerende partij doen daar geen afbreuk aan.**”*

(RvV nr. 138 940 dd. 23 februari 2015)

Kortom, ongeacht het feit dat de motivering van de bestreden beslissing lijvig was, voldoet zij niet aan de wettelijke verplichtingen van zorgvuldigheid en redelijkheid die aan de verwerende partij toekomen op grond van de op haar rustende motiveringsplicht.

* * *

Vervolgens dient ook de asielprocedure in Italië zelf onder de loep genomen te worden vermits ook deze structurele tekortkomingen kent. Immers, aangaande de asielprocedure worden asielzoekers niet volledig op de hoogte gebracht van de procedures, de mogelijkheden van opvang, bijstand advocaat, enz... De wet voorziet dat vluchtelingen in het bezit moeten worden gesteld van een brochure, doch in de praktijk wordt deze bijna nooit uitgedeeld.

*“The practice of distribution of the mentioned brochures concerning both the asylum procedure and reception conditions is actually quite rare. **In practice, information is not systematically provided, mainly due to the inadequate number of police staff dealing with the amount of asylum requests and due to the shortage of professional interpreters and linguistic mediators.**”*

(“Country Report: Italy”, Asylum Information Database, januari 2015, te consulteren op http://www.asylumineurope.org/reports/country/italy?utm_source=Weekly+Legal+Update&utm_campaign=256d072943-WLU_27_03_2015&utm_medium=email&utm_term=0_7176f0fc3d-256d072943-419586937

Eveneens is er in Italië een probleem met tolken/vertalers. De wet voorziet dat iedereen recht heeft op een tolk om in de eigen taal te kunnen praten, maar in de praktijk is er een groot gebrek aan efficiënte tolken waardoor asielzoekers niet alle noodzakelijke informatie krijgen, laat staan dat ze deze kunnen begrijpen:

*“**In practice, there is an overall lack of skilled interpreters at any stage of the asylum process. During the phase of fingerprinting and of the formal submission of the asylum request at the Questura (Immigration Office of the Police), the police authorities do not inform asylum seekers on the different steps concerning the Dublin procedure and the correlated applicants' rights and obligations, or it occurs very frequently that the Immigration Office explains the Dublin**”*

procedure in a superficial manner. Furthermore, the information given is not always understandable since it is provided without taking into consideration the education level of asylum applicants. **Asylum seekers are not informed on the different criteria applied to identify the Member state responsible under the Dublin Regulation, such as to possibility to join a family member.**

(...)

Depending on the type of accommodation centres where asylum seekers are placed, they will receive different quality level of information and interpretation services. **Asylum seekers may benefit from the assistance of NGOs, however, due to insufficient funds or because these organisations are located mainly in big cities, not all asylum seekers have access to them.**"

("Country Report: Italy", Asylum Information Database, januari 2015, te consulteren op http://www.asylumineurope.org/reports/country/italy?utm_source=Weekly+Legal+Update&utm_campaign=256d072943-WLU_27_03_2015&utm_medium=email&utm_term=0_7176f0fc3d-256d072943-419586937)

De verwerende partij kan met andere woorden moeilijk volhouden dat er geen gronden zijn om aan te nemen dat een asielzoeker, die niet eerder een asielaanvraag in Italië indiende, niet zou toegelaten worden tot de asielprocedure. In theorie lijkt het misschien te kunnen kloppen dat men zal worden toegelaten tot de procedure voor het bekomen van internationale bescherming maar de praktijk wijst wederom anders uit...

* * *

Op heden is er een humanitaire crisis voor de vele vluchtelingen aan de gang. Daar kan gelet op de zeer recente berichtgevingen omtrent de ongelukken met bootvluchtelingen niet ontkend worden.

Ook hier dient in het licht van de Dublin-procedures ontegensprekelijk rekening mee gehouden te worden aangezien Italië hierdoor nogmaals een extra last op haar schouders krijgt.

Verschillende malen kwam reeds een roep van Italië om vanuit Europa meer hulp te bieden aan Italië maar ook aan de vluchtelingen zelf. Zo stelde de minister van binnenlandse zaken recent nog voor om vluchtelingen veel sneller over te nemen vanuit Afrika zelf naar Europa om zo hun eigen grenzen te verlichten.

"Italy is to outline proposals to fast-track African migrants and send them directly to EU countries including Britain.

The minister's proposals come as the EU border chief warned that there are up to a million migrants in Libya preparing to cross the Mediterranean.

Italy, with its southernmost landfall just a 80km (49 miles) from Africa, is the first port of call for many seeking new lives in Europe.

*With Libya descending into ever-worsening chaos and lawlessness, **almost 9,000 migrants arrived on Italian shores in January and February, up 43 per cent on last year's record figures.***

*Fabrice Leggeri director of EU border control Frontex said: 'Our sources tell us there are anywhere between 500,000 to a million people ready to leave from Libya.' **We have to be ready to address a more difficult situation than last year.'***

With militias loyal to the Islamic State making frightening inroads in Libya, it is feared that jihadis could enter Europe by boat hidden among migrants.

*Minister Alfano, of the centre-right NCD party, said the solution has to be found in Africa: **'We must resolve the problem at its origin.** There are two paths, stabilise Libya and create refugee camps in Africa so that the screening is done there, and those who have the right to asylum are identified with a balanced distribution between the European countries.'* (...)"

(Daily Mail, "Italy wants EU to share migrants: Interior minister proposes fast-tracking legitimate asylum-seekers across Europe to ease burden on its borders", dd. 21 maart 2015, te consulteren op <http://www.dailymail.co.uk/news/article-2989039/Italy-wants-EU-share-migrants-Interior-minister-proposes-fast-tracking-legitimate-asylum-seekers-Europe-ease-burden-borders.html>)

De voorspellingen die in het voorgaande artikelen werden gemaakt, zijn momenteel ook realiteit aan het worden. Meer en meer vluchtelingen zoeken met de boot hun weg naar Europa en steeds meer en meer van deze bootvluchtelingen worden door de smokkelaars aan hun lot overgelaten op zee. Zo blijkt ook uit enkele van de volgende stukken.

"Hundreds of migrants have drowned in the Mediterranean this month, amid a surge in overcrowded boats heading for Europe from Libya."

The flow of desperate migrants from North Africa hoping to reach Europe is already much higher than in the same period last year."

Italy is on the frontline and has urged its EU partners to do more to help."

There have been many calls for co-ordinated EU action to intercept people traffickers and assess asylum seekers before they reach Europe. (...)

(BBC, "Why is EU struggling with migrants and asylum?", dd. 21 april 2015, te consulteren op <http://www.bbc.com/news/world-europe-24583286>)

"In de Middellandse Zee is opnieuw een boot met vluchtelingen aan boord aan het zinken. Dat meldt de Internationale Organisatie voor Migratie (IOM) die tevens stelt dat er zeker 20 vluchtelingen verdronken zijn. Vanmorgen zijn bij het Griekse eiland Rhodos drie migranten omgekomen toen hun zeilboot op de rotsen voer. En voor de Libische kust zouden intussen nog 2 reddingsbootjes in nood verkeren. Het nieuws over de schipbreuk liep binnen terwijl de Europese ministers van Binnen- en Buitenlandse Zaken in urgentie bijeen zaten over de vluchtelingenproblematiek in en rond de Middellandse Zee. De concrete aanleiding was de schipbreuk gisteren die aan 900 mensen het leven kostte. (...)"

(De Redactie, "Opnieuw boot met 300 vluchtelingen aan het zinken", dd. 20 april 2015, te consulteren op <http://deredactie.be/cm/vrtnieuws/buitenland/2.38499?eid=1.2310720>)

"In de Middellandse Zee is een vluchtelingenboot met naar schatting 700 migranten aan boord gekapseisd op een kleine 200 kilometer van het Italiaanse eiland Lampedusa. Er wordt gevreesd voor honderden doden. Er is een grootscheepse reddingsoperatie opgezet, maar voorlopig zouden slechts 28 vluchtelingen zijn gered. 24 lichamen werden al geborgen."

Het ongeluk gebeurde op een kleine 200 kilometer van het Italiaanse eiland Lampedusa, net buiten Libische wateren. "Op dit moment vrezen we een tragedie van echt enorme proporties", zegt Carlotta Sami, woordvoester van de VN-vluchtelingenorganisatie UNHCR."

"Migranten verplaatsten zich naar één kant van schip"

"De eerste details kwamen van een van de overlevenden die Engels sprak. Hij zei dat er zeker 700 mensen, misschien zelfs meer, aan boord waren. De boot zou dan zijn gekapseisd omdat de vluchtelingen zich naar één kant van het schip verplaatsten toen een andere boot, waarvan ze dachten dat die hun redding kon betekenen, naderde." Volgens de Maltese krant Times of Malta werd uiteindelijk rond middernacht alarm geslagen."

Of er effectief 700 mensen aan boord waren, kan de UNHCR echter niet bevestigen. Wat wel al vaststaat, is dat er 28 overlevenden zijn. 24 lichamen werden al geborgen."

In een week tijd 10.000 bootvluchtelingen naar Italië

Aan de Italiaanse kusten blijven ondertussen vluchtelingen aankomen. Alleen in de voorbije week zou het al om 10.000 mensen gaan, die wél heelhuids Italië bereikten. Maar dit jaar zijn volgens de UNHCR ook al meer dan 900 mensen bij de gevaarlijke overtocht in de Middellandse Zee om het leven gekomen."

(De Redactie, "Vrees voor honderden doden na kapseizen vluchtelingenboot voor Libische kust", dd. 19 april 2015, te consulteren op <http://deredactie.be/cm/vrtnieuws/buitenland/1.2309222>)

Onze minister van Binnenlandse Zaken, de heer Jan Jambon, maakte op 20 april 2015 bekend dat België ook haar bijdrage wenst te doen in deze humanitaire crisis waaronder ook meer vluchtelingen opvangen, wat in casu ook belangrijk is bij de beoordeling van deze zaak.

“Minister van Binnenlandse Zaken Jan Jambon (N-VA) wil uitzoeken hoe ons land kan bijdragen in de strijd tegen de vluchtelingencrisis in de Middellandse Zee. Dat zou kunnen gaan van geld, tot de inzet van schepen of de opvang van vluchtelingen.

De Europese ministers van Binnen- en Buitenlandse Zaken en Migratie hebben een tienpuntenprogramma afgesproken van maatregelen om de huidige crisis in de Middellandse Zee op te vangen.

België wil daarin zijn steentje bijdragen, maar concrete afspraken zullen pas later gemaakt worden, aldus Jambon. Hij kan dus geen cijfer of geen concrete bijdrage leveren.

Wel wordt de capaciteit van Triton, de Europese kustwacht in de Middellandse Zee, verdubbeld. Ons land zou volgens Jambon dus financiële middelen kunnen leveren of -zoals bij de Operatie Atalanta voor de kust van Somalië- ook marineschepen zoals fregatten. Jambon vindt het ook belangrijk dat de strijd wordt opgedreven tegen de mensensmokkelaars, zowel door het droogleggen van hun financiële netwerken als door het in beslag nemen en vernietigen van hun boten.

Tenslotte vindt ook Jambon de belofte van de EU om 5.000 van de meest kansarme vluchtelingen direct op te nemen vanuit de kampen, nogal weinig. Ons land heeft onlangs 300 Syriërs opgenomen en wat hem betreft, mag dat aantal voor ons land en de hele EU flink naar boven.”

(De Redactie, “België is bereid tot bijdrage in vluchtelingencrisis”, dd. 20 april 2015, te consulteren op <http://deredactie.be/cm/vrtnieuws/politiek/1.2311129>)

In het licht van de huidige omstandigheden dreigt het Italiaanse asielsysteem nog meer onder druk te komen staan. De toekomst ziet er momenteel nog niet veel beter uit, onder andere omdat vanuit Europa nog steeds geen voldoening gevend plan tot stand is gekomen om aan de vluchtelingenproblematiek tegemoet te komen.

Gelet op deze situatie dient het meer dan ooit aanbeveling dat in landen die geconfronteerd worden met een Dublin-uitzetting naar Italië, zoals België in casu met de verzoekende partij werd geconfronteerd, een afdoende onderzoek wordt gevoerd.

* * *

De verantwoordelijkheid van Italië wordt door de verwerende partij vooropgesteld op basis van een **impliciet akkoord**.

Artikel 10, § 2 van de Verordening 1560/2003 houdt in:

“Wanneer de verantwoordelijke lidstaat door de verzoekende lidstaat daarom wordt verzocht, dient hij onverwijld en schriftelijk te bevestigen dat hij zijn uit de overschrijding van de antwoordtermijn voortvloeiende verantwoordelijkheid erkent. De verantwoordelijke lidstaat dient zo spoedig mogelijk de nodige maatregelen te nemen om de plaats van aankomst van de asielzoeker vast te stellen en, in voorkomend geval, het uur van aankomst en de wijze van overdracht van de asielzoeker aan de bevoegde autoriteiten met de verzoekende lidstaat overeen te komen.”

Het ontbreken van een antwoord van Italië na het verlopen van de termijn na de vraag tot overname van België impliceert volgens de verwerende partij een erkenning door Italië van haar verantwoordelijkheid. De verwerende partij heeft echter niet overeenkomstig artikel 10, § 2 van de Verordening 1560/2003 gewacht op een bevestiging van Italië dat ze haar verantwoordelijkheid erkent om toch tot deze verantwoordelijkheid te besluiten.

Het feit dat de Italiaanse overheid niet reageerde op de vraag tot overname, doet ernstige twijfels rijzen over de bereidheid om de asielaanvraag van verzoeker op een ernstige wijze te behandelen.

Ook op dit vlak heeft de verwerende partij nagelaten voor voldoende garanties te zorgen dat de verzoekende partij zijn asielaanvraag kan verderzetten. Het louter voortgaan op algemene beweringen vanuit de Italiaanse autoriteiten kan niet als voldoende gezien worden.

Gelet op al het voorgaande is een schending van de artikelen 3 E.V.R.M. meer dan reëel. Ook de bovenvermelde wetsartikelen worden zonder meer geschonden. De complexiteit van de juridische vragen in dit dossier en het risico op schending van fundamentele rechten tonen ontegensprekelijk aan dat het middel ernstig is.

TWEEDE MIDDEL

- SCHENDING VAN ARTIKEL 3 EN 13 E.V.R.M.;

- SCHENDING VAN ARTIKEL 47 VAN HET HANDVEST VAN DE GRONDRECHTEN VAN DE EUROPESE UNIE;

- SCHENDING VAN ARTIKEL 39, § 1 VAN DE RICHTLIJN 2005/85/EG VAN DE RAAD VAN 1 DECEMBER 2005 BETREFFENDE DE MINIMUMNORMEN VOOR DE PROCEDURES IN DE LIDSTATEN VOOR DE TOEKENNING OF INTREKKING VAN DE VLUCHTELINGENSTATUS.

Aan de verzoekende partij werd in datum van 19 juni 2015 een beslissing tot weigering van verblijf met bevel om het grondgebied te verlaten (bijlage 26quater) betekend.

Tegen deze negatieve beslissingen van de verwerende partij, genomen in toepassing van artikel 51/5 van de Vreemdelingenwet, kan overeenkomstig artikel 39/2, § 2 van de Vreemdelingenwet uitsluitend een beroep tot nietigverklaring worden ingediend bij de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen.

Dit beroepen is evenwel niet opschortend !

Bijgevolg staat tegen de genomen beslissing door de Belgische Staat enkel een niet – schorsend beroep open. Gezien dergelijk beroep geen schorsend karakter heeft, kan een verwijderingsmaatregel richting Italië elk moment verwacht worden. Niettemin staat t.a.v. verzoeker op heden nog een schorsingsverzoek bij UDN open, gezien de uitwijzing nog niet imminent is gezien er nog geen beslissing tot vasthouding op een welbepaalde plaats is m.o.o. (gedwongen) uitvoering van de beslissing (zie CCE n° 132.946 van 10 november 2014).

Verzoeker is van oordeel dat onderhavig beroep tot nietigverklaring bij de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen, evenals welkdanig mogelijk hieropvolgend cassatieberoep bij de Raad van State, **geen effectief rechtsmiddel** is in de zin van artikel 13 E.V.R.M. in samenlezing met artikel 3 EVRM.

Hoewel verzoeker gegronde middelen inroept, heeft de openstaande beroepsmogelijkheid, mogelijks nog steeds tot gevolg dat verzoeker zal gerepatriëerd worden naar Italië, zonder dat diens middelen effectief onderzocht zullen worden door de nationale rechter.

Artikel 13 E.V.R.M. stelt nochtans:

“Een ieder wiens rechten en vrijheden die in dit Verdrag zijn vermeld, zijn geschonden, heeft recht op een daadwerkelijk rechtsmiddel voor een nationale instantie, ook indien deze schending is begaan door personen in de uitoefening van hun ambtelijke functie.”

Artikel 47 van het Handvest van de Grondrechten van de Europese Unie bepaalt verder:

“eenieder wiens door het recht van de Unie gewaarborgde rechten en vrijheden zijn geschonden, heeft recht op een doeltreffende voorziening in rechte, met inachtneming van de in dit artikel gestelde voorwaarden.

Eenieder heeft recht op een eerlijke en openbare behandeling van zijn zaak, binnen een redelijke termijn, door een onafhankelijk en onpartijdig gerecht dat vooraf bij wet is ingesteld. Eenieder heeft de mogelijkheden zich te laten adviseren, verdedigen en vertegenwoordigen.

Rechtsbijstand wordt verleend aan diegenen die niet over toereikende financiële middelen beschikken, voor zover die bijstand noodzakelijk is om de daadwerkelijke toegang tot de rechter te waarborgen.”

Artikel 39, § 1 van de Richtlijn 2005/85/EG van 1 december 2005 betreffende de minimumnormen voor de procedures in de lidstaten voor de toekenning of intrekking van de vluchtelingenstatus (hierna: de Procedurerichtlijn) voorziet in dezelfde zin:

“De lidstaten zorgen ervoor dat voor asielzoekers een daadwerkelijk rechtsmiddel bij een rechterlijke instantie openstaat tegen:

- a) **een beslissing die inzake hun asielerzoek is gegeven**, met inbegrip van een beslissing:
- i) om een asielerzoek als niet – ontvankelijk te beschouwen overeenkomstig artikel 25, lid 2;
 - ii) aan de grens of in de transitzones van een lidstaat zoals omschreven in artikel 35, lid 1;
 - iii) om een behandeling niet uit te voeren overeenkomstig artikel 36;
- b) een weigering om de behandeling van een verzoek na de onderbreking ervan overeenkomstig de artikelen 19 en 20 te hervatten;
- c) een beslissing om het hernieuwde verzoek niet opnieuw te behandelen overeenkomstig de artikelen 32 en 34;
- d) een beslissing waarbij de binnenkomst wordt geweigerd in het kader van de procedures krachtens artikel 35, lid 2;
- e) een beslissing tot intrekking van de vluchtelingenstatus krachtens artikel 38.”

Zoals geïnterpreteerd door het Europees Hof voor de Rechten van de Mens veronderstelt het bij artikel 13 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens gewaarborgde recht op daadwerkelijke rechtshulp dat de personen die een verdedigbare grief aanvoeren, die is afgeleid uit de schending van artikel 3 van hetzelfde Verdrag (zie tweede en derde middel), toegang hebben tot een rechtscollege dat bevoegd is om de inhoud van de grief te onderzoeken en om het gepaste herstel te bieden. Het Europees Hof voor de Rechten van de Mens heeft herhaaldelijk geoordeeld dat, « gelet op het belang dat [het] hecht aan artikel 3 van het Verdrag en aan de onomkeerbare aard van de schade die kan worden veroorzaakt wanneer het risico van foltering of slechte behandelingen zich voordoet [...], **artikel 13 eist dat de betrokkene toegang heeft tot een van rechtswege opschortend beroep** » (EHRM, 26 april 2007, Gebremedhin (Gaberamadhien) t. Frankrijk, § 66; zie EHRM, 21 januari 2011, M.S.S. t. België en Griekenland, § 293; 2 februari 2012, I.M. t. Frankrijk, §§ 134 en 156; 2 oktober 2012, Singh en anderen t. België, § 92).

Om daadwerkelijk te zijn in de zin van artikel 13 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens moet het beroep dat openstaat voor de personen die een schending van artikel 3 E.V.R.M. aanklagen, een “aandachtige”, “volledige” en “strikte” controle mogelijk maken van de situatie van de verzoeker door het bevoegde orgaan (E.H.R.M. 21 januari 2011, M.S.S. t. België en Griekenland, §§ 387 en 389; 20 december 2011, Yoh – Ekale Mwanje t. België, §§ 105 en 107).

Bijgevolg moet, op grond van een gecombineerde lezing van de artikelen 3 en 13 E.V.R.M., een beroep, om daadwerkelijk te zijn, voldoen aan de volgende drie cumulatieve voorwaarden: het moet van rechtswege schorsend zijn, het moet een volledig onderzoek ex nunc van de aangevoerde grieven mogelijk maken en het moet in de praktijk toegankelijk zijn.

Ook het Europees Hof voor de Rechten van de Mens definieert het daadwerkelijk rechtsmiddel in die context in die zin, m.n. dat het een automatische schorsing van de in het geding zijnde maatregel veronderstelt, alsook een volledig onderzoek ex nunc van de verdedigbare grieven.

Om na te gaan of artikel 13 E.V.R.M. is geschonden, dient evenwel rekening te worden gehouden met alle “mogelijke” beroepen waarover de verzoeker beschikt, met inbegrip van de beroepen die het mogelijk maken zich te verzetten tegen de tenuitvoerlegging van een maatregel tot verwijdering naar een land waar, luidens de grief die zij aanvoeren, een risico bestaat dat artikel 3 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens te hun aanzien zou kunnen worden geschonden. Het Europees Hof voor de Rechten van de Mens heeft immers herhaaldelijk geoordeeld dat « het geheel van de door het interne recht geboden beroepen kan voldoen aan de vereisten van artikel 13, zelfs wanneer geen enkele daarvan op zich daaraan helemaal beantwoordt » (zie met name EHRM, 5 februari 2002, Čonka t. België, § 75; 26 april 2007, Gebremedhin (Gaberamadhien) t. Frankrijk, § 53; 2 oktober 2012, Singh en anderen t. België, § 99).

Een niet schorsende “vordering tot schorsing met beroep tot nietigverklaring” is geen daadwerkelijk rechtsmiddel in de zin van art. 13 EVRM in samenlezing met artikel 3 EVRM.

Betreffende artikel 47 van het Handvest van de Grondrechten van de Europese Unie dient onderstreept te worden dat, zelfs in de veronderstelling dat een annulatieberoep een uiterst nauwkeurig onderzoek van de grieven zou toelaten, dan nog moet worden vastgesteld dat dit onderzoek beperkt is tot de grieven die zijn afgeleid uit de schending van artikel 3 E.V.R.M., dat bijgevolg niet alle grieven omvat die kunnen worden afgeleid uit de schending van het recht op asiel. Het risico bestaat dat bepaalde grieven die verbonden zijn aan het recht op asiel, zoals gestipuleerd in artikel 18 van het Handvest van de Grondrechten van de Europese Unie, niet worden onderzocht voordat de asielzoekers worden uitgezet,

wat bijgevolg een schending vormt van artikel 47 van het Handvest. Niet alleen bevat artikel 47 van het Handvest minstens de waarborgen van artikel 13 E.V.R.M., maar daarnaast heeft het een eigen essentie nu zij het recht op een daadwerkelijk beroep vastlegt tegen een schending van alle bij het Handvest van de Grondrechten van de Europese Unie vastgelegde rechten. Bijgevolg is artikel 47 van het Handvest geschonden nu een beroep bij uiterst dringende noodzakelijkheid slechts mogelijk is tegen een verwijderingsmaatregel en omdat, ter gelegenheid van een annulatieberoep, alleen de grieven die zijn afgeleid uit artikel 3 E.V.R.M. worden onderzocht, en niet de grieven die uit het Handvest zijn afgeleid.

Het recht op een daadwerkelijk beroep, gewaarborgd bij artikel 47 van het Handvest en bij artikel 39 van de Procedurerichtlijn, behoort tot de « basisbeginselen » en de « fundamentele waarborgen » die zijn ingevoerd bij de richtlijn. In dat opzicht heeft het Hof van Justitie reeds geoordeeld:

« Bijgevolg zijn de beslissingen waartegen de asielzoeker overeenkomstig artikel 39, lid 1, van richtlijn 2005/85 beroep moet kunnen instellen, de beslissingen die een afwijzing van het asielverzoek inhouden om redenen ten gronde of, in voorkomende gevallen, om formele of procedurele redenen die een beslissing ten gronde uitsluiten » (HvJ, 28 juli 2011, C-69/10, Samba Diouf, punt 42).»

De beslissing tot weigering van binnenkomst met teruggedrijving of terugleiding tot aan de grens in uitvoering van artikel 71/3, § 2, van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen houdt een verwerping van de asielaanvraag in en valt bijgevolg onder de categorie van beslissingen waartegen een daadwerkelijk beroep moet openstaan.

In een arrest van het Europese Hof voor de Rechten van de Mens werd België door het Europese Hof veroordeeld wegens het niet voldoen aan artikel 13 van E.V.R.M. (Josef v. Belgium) (no. 70055/10) dd. 27 februari 2014.

Deze zaak betreft een moeder, met minderjarige kinderen, die lijdt aan H.I.V., en waarbij de medische regularisatieaanvraag ongegrond werd verklaard en haar een bevel om het grondgebied te verlaten werd betekend. 22

Het Hof oordeelde dat de familie, overeenkomstig de Belgische wetgeving, over geen enkel effectief en daadwerkelijk rechtsmiddel beschikt, teneinde de beslissing tot gedwongen repatriëring naar Nigeria, aan te vechten. Het Europees Hof concludeerde dat de **Belgische wetgeving faalt in haar effectieve beroepsmogelijkheden** teneinde verzoeker te voorzien in een daadwerkelijk rechtsmiddel, met een automatisch schorsend effect.

Het Hof gaat verder en stelt dat onder de Belgische wet, een annulatieberoep, tegen een uitwijzing geen schorsend effect heeft, evenmin voorziet de Belgische wet in een “gewoon” schorsend beroep. Enkel een beroep tot schorsing in uiterst dringende noodzakelijkheid heeft een automatisch schorsend effect, maar dit beroep is enkel mogelijk indien de verwijderingsmaatregel imminent geworden is en wanneer de verzoeker gevangen wordt genomen met het oog op zijn uitwijzing (quod non in casu). Het beroep tot schorsing in uiterst dringende noodzakelijkheid kan bijgevolg door het Europees voor de Hof van de Rechten van de Mens niet aangewend worden in afwezigheid van een gewoon schorsend beroep.

Het Hof gaat verder en stelt de procedurele mogelijkheden teneinde een gedwongen uitwijzing aan te vechten té complex en té moeilijk te begrijpen zijn, zelfs, wanneer de verzoekende partij bijgestaan wordt door een raadsman gespecialiseerd in het vreemdelingenrecht. Gelet op deze complexiteit, in samenhang met de gelimiteerde toegang tot de procedure in uiterst dringende noodzakelijkheid, is de Belgische wetgeving, in strijd met artikel 13 E.V.R.M.

Het Europees Hof voor de Rechten van de Mens stelt in zijn overwegingen §102 - § 108 het volgende:

“§102. La Cour observe que ce système, tel que décrit ci – dessus (voir paragraphes 96 – 97 ci – dessus), a pour effet d’obliger l’étranger, qui est sous le coup d’une mesure d’éloignement et qui soutient qq’il y a urgence à demander le sursis à exécution de cette mesure, à introduire un recours conservatoire, en l’occurrence une demande de suspension ordinaire. Ce recours, qui n’a pas d’effet suspensif, doit être introduit dans le seul but de se préserver le droit de pouvoir agir en urgence lorsque la véritable urgence, au sens donné par la jurisprudence du CCE, se réalise, c’est – à – dire quand l’étranger fera l’objet d’une mesure de contrainte. La Cour observe au surplus que, dans l’hypothèse où

l'intéressé n'a pas mis en mouvement ce recours conservatoire au début de la procédure, et où l'urgence se concrétise par après, il est définitivement privé de la possibilité de demander encore la suspension de la mesure d'éloignement.

§103. Selon la Cour, si une telle construction peut en théorie se révéler efficace, en pratique, elle est difficilement opérationnelle et est trop complexe pour remplir les exigences découlant de l'article 13 combiné avec l'article 3 de disponibilité et d'accessibilité des recours en droit comme en pratique (...). Elle note en outre que si, dans l'hypothèse précitée (voir paragraphe 102 in fine), l'étranger ne retire pas son recours en annulation initial et ne le réintroduit pas, cette fois accompagné d'une demande de suspension ordinaire, le système préconisé par le Gouvernement peut mener à des situations dans lesquelles l'étranger n'est en fait protégé par un recours à effet suspensif ni durant la procédure contre l'ordre d'expulsion ni face à l'imminence d'un éloignement. C'est cette situation qui s'est produite en l'espèce, alors même que la requérante était conseillée par un avocat spécialisé. Eu égard à l'importance du droit protégé par l'article 3 et au caractère irréversible d'un éloignement, une telle situation est incompatible avec les exigences desdites dispositions de la Convention (...)

§105. La Cour n'estime pas nécessaire de se prononcer sur la possibilité qu'avait la requérante de saisir le juge judiciaire des référés (...). Il lui suffit de constater que ce recours n'est pas non plus suspensif de plein droit de l'exécution de la mesure 23

d'éloignement et qu'il ne remplit donc pas non plus les exigences requises par l'article 13 de la Convention combiné avec l'article 3 (...)

“§106. Au vu de l'analyse du système belge qui précède, la Cour conclut que la requérante n'a pas disposé d'un recours effectif, dans le sens d'un recours à la fois suspensif de plein droit et permettant un examen effectif des moyens tirés de la violation de l'article 3 de la Convention. Il y a donc eu violation de l'article 13 combiné avec l'article 3 de la Convention. Il y a donc eu violation de l'article 13 combiné avec l'article 3 de la Convention.

§. 107 Il s'ensuit qu'il ne saurait être reproché à la requérante de ne pas avoir usé de la multitude de recours devant le CCE ou de recours devant le juge judiciaire des référés pour faire valoir son grief tiré de l'article 3. L'exception tirée par le Gouvernement du non – épuisement des voies de recours internes en ce qui concerne le grief fondé sur l'article 3 (voir paragraphe 83 ci – dessus) doit donc être rejetée. »

(Josef v. Belgium) (no. 70055/10) dd. 27 februari 2014)

Uit arrest van het Europees Hof voor de Rechten van de Mens blijkt bijgevolg dat er in casu sprake is van een schending van artikel 13 E.V.R.M., en dit in combinatie met artikel 3 E.V.R.M.

In casu is het eveneens noodzakelijk te wijzen op **een arrest van het Grondwettelijk Hof van 16 januari 2014 (nr. 1/2014)**. Hoewel het Hof hier oordeelde over de daadwerkelijkheid van het beroep inzake beslissingen die werden genomen op grond van artikel 57/6/1 inzake asielaanvragen die worden ingediend door een onderdaan van een “veilig land” van herkomst of van een staatloze die voorheen in dat land zijn gewone verblijfplaats had, **blijkt duidelijk dat de verzoekende partij in een parallelle juridische situatie zit en geen adequaat rechtsmiddel heeft.**

Een analoge beoordeling dringt zich op. Immers, door slechts te voorzien in een mogelijkheid om een annulatieberoep in te stellen tegen de beslissing van de Dienst Vreemdelingenzaken tegen een beslissing tot weigering van binnenkomst met teruggedrijving of terugleiding tot aan de grens (bijlage 26 quater), beschikt de verzoekende partij **niet** over een daadwerkelijk rechtsmiddel. De hierboven vermelde wetsbepalingen zijn dan ook zonder meer geschonden.

Tenslotte is het eveneens van belang te wijzen op de “nieuwe” “Dublin – III” Verordening (EU) nr. 604/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 26 juni 2013 tot vaststelling van de criteria en instrumenten om te bepalen welke lidstaat verantwoordelijk is voor de behandeling van een verzoek om internationale bescherming dat door een onderdaan van een derde land of een staatloze bij een van de lidstaten wordt ingediend. In deze Dublin – III Verordening **blijkt het belang van een daadwerkelijk rechtsmiddel**. Artikel 27 van de Dublin III Verordening stelt immers dat een asielzoeker die voor de behandeling van zijn asielaanvraag naar een andere lidstaat wordt doorverwezen het recht heeft tegen het overdrachtsbesluit bij een rechterlijke instantie een daadwerkelijk rechtsmiddel in te stellen, in de vorm van een beroep of een bezwaar ten aanzien van de feiten en het recht. Artikel 27, § 3 van de

Dublin III Verordening zeg ook dat de asielzoeker “de gelegenheid heeft om binnen een redelijke termijn een rechterlijke instantie te verzoeken de uitvoering van het overdrachtsbesluit op te schorten in afwachting van de uitkomst van het beroep. België, als een lid van de Dublin III – Verordening, is dus niet in orde. Immers, Dublin III suggereert een beroep met volle rechtsmacht tegen een Dublinoverdracht, terwijl de Belgische Verblijfswet enkel een schorsings- en annulatie beroep voorziet....

Dit tweede middel is, gelet op bovenstaande argumentatie, ernstig en gegrond.

DERDE MIDDEL

- SCHENDING VAN ARTIKEL 3 E.V.R.M.;

- SCHENDING VAN HET NON – REFOULEMENT BEGINSEL;

- SCHENDING VAN ARTIKEL 33 (1) VAN DE CONVENTIE VAN GENÈVE BETREFFENDE HET STATUUT VAN VLUCHTELINGEN VAN 28 JULI 1951;

- SCHENDING VAN ARTIKEL 3 VAN HET VERDRAG TEGEN FOLTERING EN ANDERE WREDE, ONMENSELIJKE OF ONTERENDE BEHANDELING OF BESTRAFFING VAN 10 DECEMBER 1984;

- SCHENDING VAN DE BEGINSELEN VAN BEHOORLIJK BESTUUR, EN MEER BEPAALDE VAN ZORGVULDIGHEID EN REDELJKHEID;

- SCHENDING VAN DE MATERIËLE EN FORMELE MOTIVERINGSVERPLICHTING.

Het internationaal recht omvat een fundamenteel principe van non-refoulement. Dit principe verhindert dat (kandidaat-) vluchtelingen worden teruggestuurd naar plaatsen waar hun leven of vrijheid kunnen worden bedreigd, of waar zij het risico lopen onmenselijk behandeld te worden. Dit fundamenteel principe is onder meer vervat in artikel 33 van het Verdrag van Genève en artikel 3 van het Verdrag tegen foltering.

Een overdracht aan Italië, in casu zelfs zonder uitdrukkelijk akkoord van Italië, vormt een schending van het non-refoulement beginsel en van artikel 3 E.V.R.M.

Met betrekking tot een mogelijkheid van refoulement van Italië naar het land van herkomst, in casu IRAK, blijkt nergens of de verwerende partij **in concreto** is nagegaan of bovenvermelde bepalingen in Italië worden gegarandeerd. Het gegeven dat Italië geen refoulement zou toepassen wordt niet bevestigd door andere, evenwaardige bronnen.

“the Special Rapporteur learned that some migrants detained in the CIEs were expelled to their countries of origin, despite having previously expressed their desire to make an asylum claim, however, prior to the formal registration of that claim. Another concern also relates to those migrants reportedly repatriated while still awaiting a judicial decision on their request to suspend the repatriation procedures following a negative decision on their international protection application made by the competent Territorial Commission.”

(“Report by the Special Rapporteur on the human rights of migrants, François Crépeau: mission to Italy (29 september – 8 oktober 2012), UNHCR, 30 april 2013, te consulteren op:

http://www.ohchr.org/Documents/HRBodies/HRCouncil/RegularSession/Session23/A-HRC-23-46-Add6_en.pdf)

*“Difficulties in accessing the asylum procedure also continue to be reported from Expulsion and Identification Centers (CIEs), due to lack of legal information and assistance as well as administrative obstacles. Moreover, the lack of standard procedures concerning asylum applications by persons detained in CIE have led, in some instances, to delays in the transmission of asylum applications to the competent Immigration Office. **These delays may expose asylum-seekers to the risk of repatriation prior to consideration of their asylum applications, which could create the risk of refoulement.**”*

(“UNHCR Recommendations on Important Aspects of Refugee Protection in Italy, UNHCR, juli 2013, te consulteren op:

http://unhcr.org.uk/fileadmin/user_upload/pdf/Italy_Advocacy_paper.pdf)

Het is evident dat een risico op refoulement een risico vormt van schending van artikel 3 van het EVRM en dat dit risico nog verhoogd wordt in het geval van een detentie, die eveneens strijdig is met artikel 3 EVRM.

Het artikel 3 van het EVRM lijdt geen enkele uitzondering, noch een proportionaliteits-controle kan er op uitgeoefend worden. Een risico dat gebaseerd is op objectieve elementen, zoals deze die hierboven

beschreven werden, zijn voldoende om de tegenpartij te verplichten alle mogelijke beschermingsmaatregelen te nemen om ervoor te zorgen dat dit risico geen plaats kan hebben.

Nergens kan de verwerende partij **garanderen** dat Italië Irakese vluchtelingen niet zal uitwijzen naar Irak, een land waar het leven en de vrijheid in gevaar is, en waar hij blootgesteld zal worden aan onmenselijke en vernederende behandelingen. Dit maakt een schending uit van het non-refoulementverbod. De staten, zoals België, die vluchtelingen laten terugkeren naar Italië, onder de noemer dat Italië kan beschouwd worden als “verantwoordelijke lidstaat voor het behandelen van het verzoek om internationale bescherming” zijn indirect verantwoordelijk voor de inbreuk op het refoulementsverbod (J. VANDE LANOTTE en M. VAN DE PUTTE, “De verantwoordelijkheid van de uitwijzende staat: de zaak Cruz Varas”, T.B.P. 1992, afl. 1, 3 – 8).

De indirecte verantwoordelijkheid van staten voor de inbreuk op een refoulementsverbod indien zij vluchtelingen terugsturen naar een staat waar een uitwijzing naar het land van herkomst, in casu Irak, werd reeds door UNHCR bevestigd in het kader van het terugsturen van asielzoekers naar Griekenland overeenkomstig de Dublin II Verordening. In casu gaat het om hetzelfde principe.

*“The short time-limit for filing an appeal against the “interruption” decision, together with the hefty burden of proof, would in effect deny asylum-seekers returned to Greece any possibility of substantive consideration of their protection needs. If Greece subsequently removes such asylum-seekers to a country where they claimed their life or liberty would be threatened, this may amount to a breach of the non-refoulement obligation of States enshrined in Article 33 of the 1951 Convention relating to the Status of Refugees. **The State that returned the asylum-seeker to Greece in the first place would also bear responsibility for indirect refoulement.**”*

(UNHCR “The return to Greece of asylum-seekers with “interrupted” claims”, juli 2007 - <http://www.refworld.org/pdfid/46b889b32.pdf>)

Uit rechtspraak van het Europees Hof voor de Rechten van de Mens blijkt bovendien dat verweerster ambtshalve had moeten nagaan of er “effective procedural safeguards” (effectieve procedurele waarborgen) aanwezig zijn in Italië om te vermijden dat Iraakse vluchtelingen ten onrechte worden teruggewezen naar IRAK. Effectieve procedurele waarborgen zijn in casu niet aanwezig.

Eveneens heeft de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen in haar arrest nr. 2.769 van 19 oktober 2007 geoordeeld dat er bij een uitwijzing van een asielzoeker naar een ander land er een grondig onderzoek dient te gebeuren naar de effectiviteit van het principe van non- refoulement. Eveneens ging het om arrest gewezen in kader van een uitwijzing naar Griekenland in het kader van de Dublin II verordening, doch dit arrest kan naar analogie worden toegepast. Het “onderzoek” naar de effectiviteit van het principe van non – refoulement ontbreekt in de bestreden beslissing. Er zijn geenszins minimale kwaliteitsgaranties.

*“De l'ensemble des éléments fournis par la partie requérante à l'appui de son recours, le Conseil considère qu'il n'est pas exclu que le requérant ne puisse bénéficier, en cas de renvoi en Grèce, de toutes les garanties procédurales exigées par la Convention de Genève, et plus particulièrement du principe énoncé à l'article 22 de ladite Convention, à savoir le principe de non-refoulement vers le pays où le requérant dit craindre pour sa vie, en l'espèce, l'Irak. La jurisprudence européenne et celle du Conseil d'état, exigent que les autorités de l'état qui entend faire reprendre un demandeur d'asile par un autre état partie au Règlement de Dublin, **doit s'assurer au minimum de la qualité de la procédure qui y sera appliquée et particulièrement de l'effectivité du principe de non-refoulement.**”*

De bestreden beslissing maakt bijgevolg een schending van het non – refoulement beginsel alsook artikel 3 E.V.R.M. uit. Eveneens schendt de Belgische overheid bij een uitwijzing van Iraaks asielzoekers naar Italië op rechtstreekse wijze het art. 33 (1) van de Conventie van Genève betreffende het Statuut van Vluchtelingen van 28 Juli 1951 en artikel 3 van het Verdrag tegen foltering en andere wrede, onmenselijke of onterende behandeling of bestraffing van 10 december 1984.

Het aangevoerde middel is bijgevolg ernstig en gegrond. “

3. Discussion.

3.1. Sur le premier moyen, le Conseil rappelle que l'article 51/5, § 1er, alinéa 1er, de la loi du 15 décembre 1980, stipule ce qui suit : « *Dès que l'étranger introduit une demande d'asile à la frontière ou à l'intérieur du Royaume, conformément à l'article 50, 50bis, 50 ter ou 51, le Ministre ou son délégué procède à la détermination de l'Etat responsable de l'examen de la demande d'asile, en application de la réglementation européenne liant la Belgique* ».

Cependant, l'article 51/5, § 2, de la même loi prévoit une exception qui permet au ministre ou à son délégué de décider à tout moment que la Belgique est responsable de l'examen de la demande, même si celui-ci en vertu des critères de la réglementation européenne n'incombe pas à la Belgique.

Cette exception découle de la dérogation prévue à l'article 17.1. du Règlement Dublin III qui dispose que « *Par dérogation à l'article 3, paragraphe 1, chaque État membre peut décider d'examiner une demande de protection internationale qui lui est présentée par un ressortissant de pays tiers ou un apatride, même si cet examen ne lui incombe pas en vertu des critères fixés dans le présent règlement* ».

Il convient de rappeler que la disposition susmentionnée ne permet pas à un demandeur d'asile individuel de choisir lui-même par quel pays il souhaite voir traiter sa demande d'asile, mais offre à un Etat membre la possibilité, lorsque cela se révèle nécessaire ou opportun, de prendre lui-même la responsabilité du traitement d'une demande d'asile. En effet, il ne peut être déduit des termes de l'article 17.1. du Règlement précité une obligation pour un Etat membre de traiter une demande d'asile, lorsque sur la base des critères repris au chapitre III dudit Règlement, il est constaté qu'un autre Etat membre doit traiter cette demande.

Si la partie défenderesse dispose dans ce cadre d'un large pouvoir d'appréciation auquel le Conseil ne peut se substituer, elle n'en est pas moins tenue de motiver sa décision et de la justifier en tenant compte de tous les éléments propres au cas qui lui est soumis.

Le Conseil rappelle également que tout acte administratif doit reposer sur des « *motifs matériels exacts, pertinents et admissibles en droit qui doivent ressortir du dossier administratif* » (C.E., arrêt n°143.064 du 13 avril 2005).

3.2.1. Il ressort de l'arrêt rendu par la Cour européenne des droits de l'homme, dans l'affaire Tarakhel c. Suisse du 4 novembre 2014, qu'au vu de la situation délicate et évolutive en Italie, l'examen des dossiers dans lesquels un transfert vers ce pays est envisagé en application du Règlement de Dublin III doit se faire avec une grande prudence, ce qui implique à tout le moins, dans le chef de la partie défenderesse, un examen complet, rigoureux et actualisé des informations sur lesquelles elle se fonde pour prendre ses décisions.

3.2.2. En l'espèce, le Conseil observe, à la lecture des informations qui lui sont soumises, et notamment du rapport AIDA cité par la partie défenderesse que, malgré les mesures mises en oeuvre par les autorités italiennes, il n'est nullement garanti que tout demandeur d'asile sera pris en charge par les autorités italiennes – lui offrant ainsi un abri –, ou qu'il ne sera pas contraint de séjourner dans des conditions extrêmement difficiles le temps de l'examen de la demande d'asile.

Il ressort au contraire du rapport AIDA que les capacités maximales des centres d'accueil en Italie sont régulièrement dépassées et que ce problème récurrent de l'insuffisance des capacités des structures d'accueil affecte l'ensemble des demandeurs d'asile, en ce compris les demandeurs d'asile transférés en Italie, qu'ils fassent l'objet d'une prise en charge ou d'une reprise en charge, étant précisé que la situation des demandeurs d'asile ayant introduit une première demande d'asile en Italie est généralement encore aggravée par rapport à celle des autres demandeurs d'asile.

Le Conseil observe que les autorités italiennes n'ont accepté la prise en charge de la partie requérante que tacitement et qu'aucune garantie d'accueil de celle-ci, en termes de logement notamment, n'a été donnée par les autorités italiennes, alors même qu'elles ont été sollicitées à ce sujet par la partie défenderesse.

Le Conseil estime en conséquence que le motif de la décision, selon lequel la problématique des difficultés d'accès aux structures d'accueil pour les demandeurs d'asile transférés dans le cadre du Règlement Dublin se pose uniquement dans les cas de reprises en charge, n'est pas établi en l'espèce.

Les rappels jurisprudentiels faits par la partie défenderesse, dans la décision attaquée, ainsi que le simple constat que la partie requérante ne présenterait pas une vulnérabilité aggravée, n'énervent en rien le raisonnement qui précède.

Dès lors, la motivation adoptée par la partie défenderesse n'est pas suffisamment établie à la lecture du dossier administratif et ne permet pas au requérant de comprendre les justifications de l'acte attaqué à cet égard.

3.2.3. Il résulte de ce qui précède que le premier moyen est fondé, en ce qu'il invoque une violation par la partie défenderesse de ses obligations de motivation formelle et matérielle, ce qui suffit à emporter l'annulation des actes attaqués.

3.3. Il n'y a dès lors pas lieu d'examiner les autres aspects des moyens dès lors qu'à les supposer fondés, ils ne pourraient conduire à une annulation aux effets plus étendus.

4. Débats succincts.

4.1. Les débats succincts suffisant à constater que la requête en annulation doit être accueillie, il convient d'appliquer l'article 36 de l'Arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers.

4.2. Les décisions attaquées étant annulées par le présent arrêt, il n'y a plus lieu de statuer sur la demande de suspension.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1.

La décision de refus de séjour avec ordre de quitter le territoire, prise le 19 juin 2015, est annulée.

Article 2.

La demande de suspension est sans objet.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt-six octobre deux mille quinze par :

Mme M. GERGEAY, président f.f., juge au contentieux des étrangers,

Mme G. BOLA-SAMBI-B., greffier assumé.

Le greffier, Le président,

G. BOLA-SAMBI-B.

M. GERGEAY